

# L'ILLUSTRATION

Supplément de "La Revue Franco-Américaine"

Vol. VI. No. 6.

Québec, 1er Avril 1911.



Le Prince Arthur, fils du Duc de Connaught.

# La Nation à l'œuvre



Le Transcontinental Canadien.—Section de Québec.—Ponceau en béton près de La Tuque.



Résidence d'un sous-entrepreneur pendant la construction.

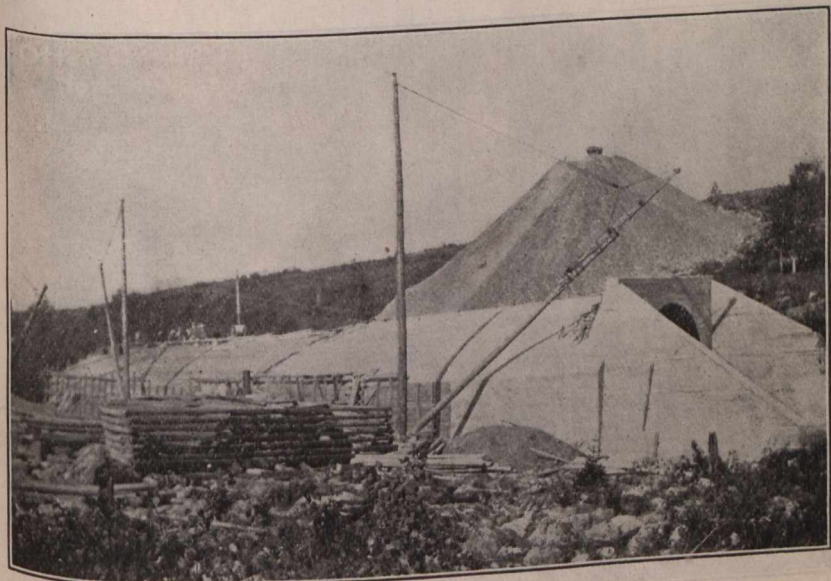


Quelques vues prises sur le parcours du grand chemin de fer, dans la province de Québec et dans les Montagnes Rocheuses.

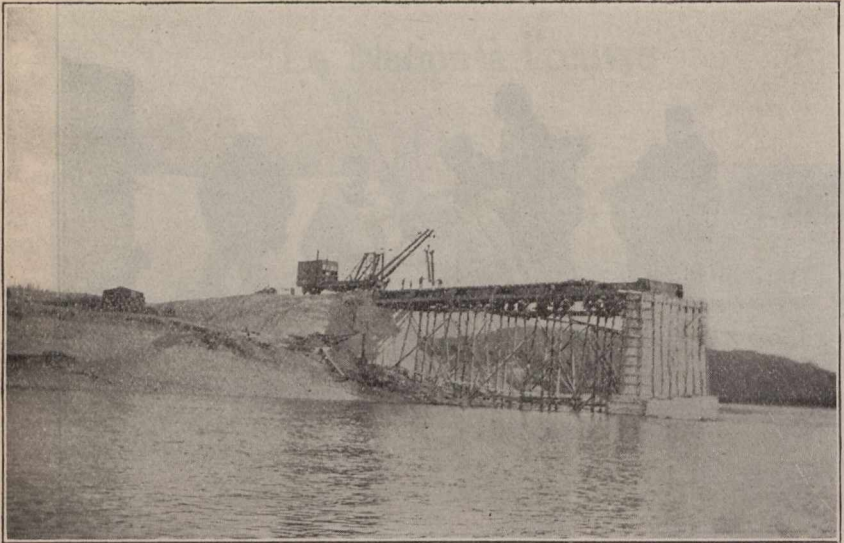




Scaphandrier employé à la construction des piliers dans la rivière St-Maurice.



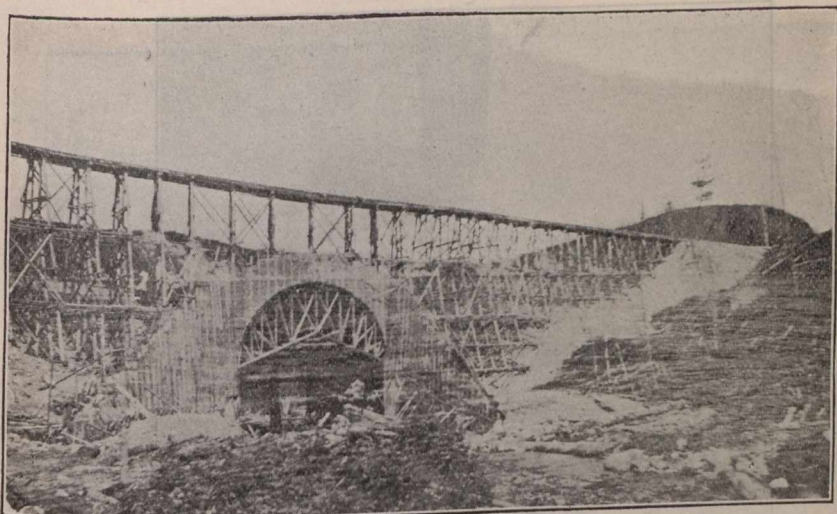
Travaux en béton sur la rive sud de la rivière St-Maurice.



Les approches d'un pont sur la rivière St-Maurice.



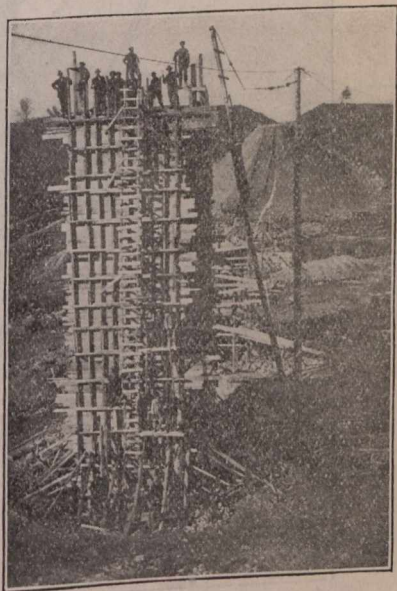
Coupe sur le flanc d'une montagne, rivière St-Maurice.



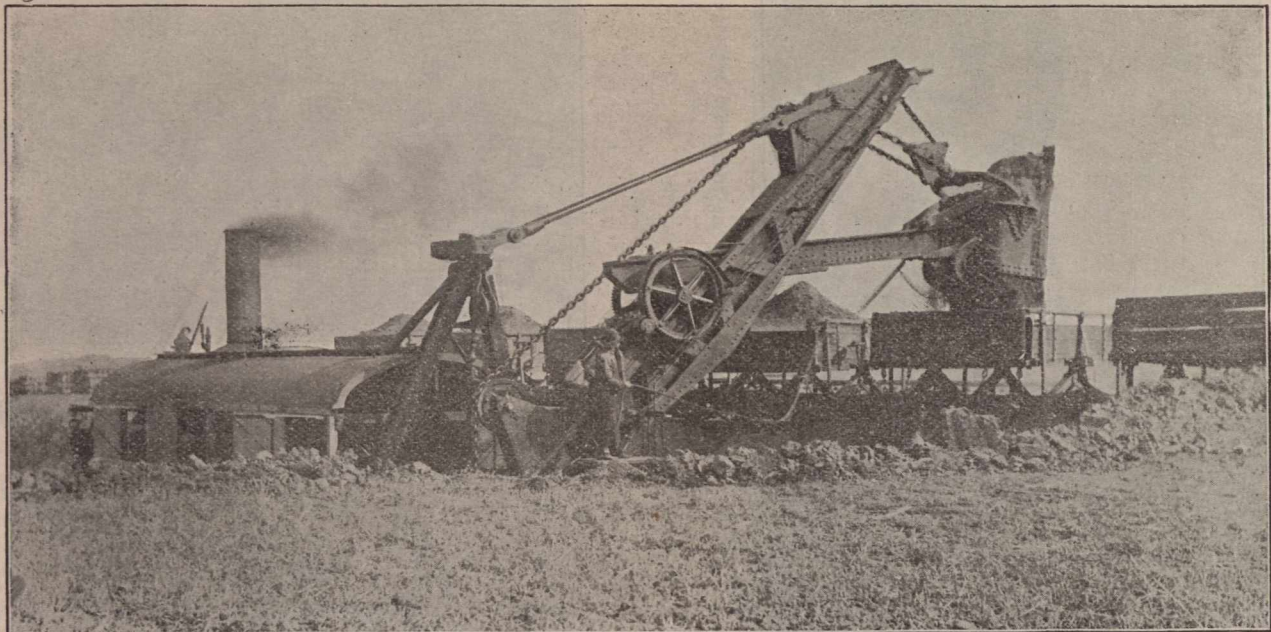
Viaduc et pont temporaire.



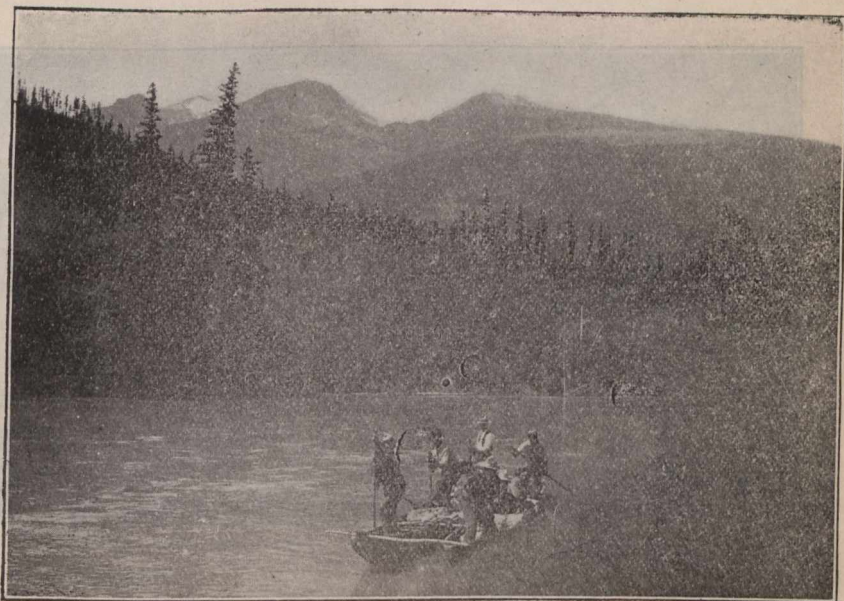
Tunnel près du "Fer à Cheval", La Tuque.



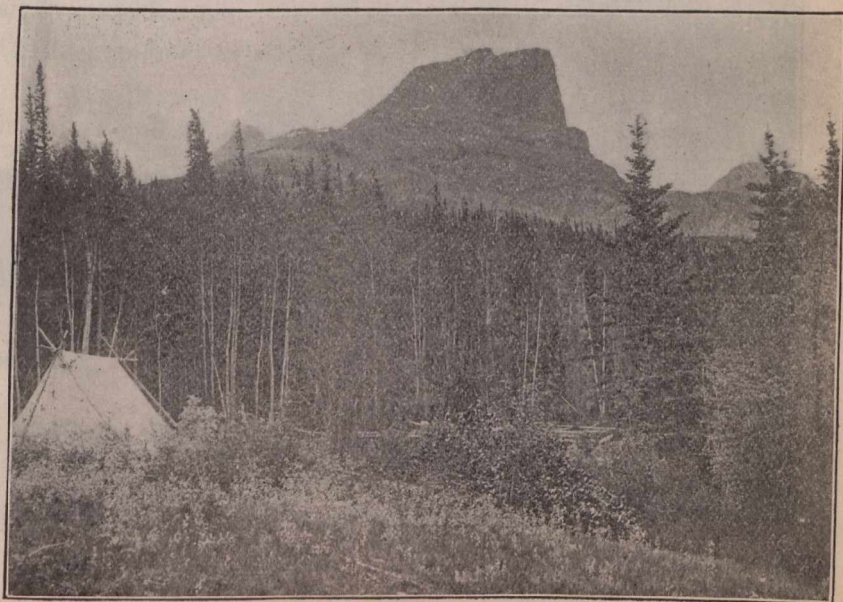
Construction d'un pilier en béton,  
Traverse du Pain.



Pelle mécanique en opération sur les bords du St-Maurice.



Sur la rivière Fraser—en bas de la "Tête Jaune".



La Roche Miette, Rocheuses Canadiennes



Scènes Canadiennes.—En route pour la "cabane à sucre".



Scènes Canadiennes.—Un type connu.



---

## A nos abonnés

---

Nous avons dû pour des raisons d'administration imprimer notre numéro d'avril en même temps que celui du mars. La principale raison est que nous voulions assurer l'uniformité du volume qui termine notre troisième année.

Cela, on le comprendra nous a empêché de publier dans ce numéro nombre d'articles intéressants qui ont été forcément remis au mois de mai. Mais cette mesure nous permet de faire subir à notre REVUE d'importantes améliorations qui repaieront amplement nos abonnés d'un léger retard dans la discussion des questions brûlantes qui les intéressent à un si haut degré.

Et attendant nous prions nos amis d'apporter toute leur attention à deux sujets qui nous intéressent tout spécialement :

1. Le renouvellement de leur abonnement qui doit être fait avant le 1er mai.
2. L'enquête entreprise par Michel Renouf.

Et nous pouvons garantir aux amis de la cause nationale plusieurs moments agréables et des lectures fort amusantes !

L'ADMINISTRATION.

---

---

## Questions actuelles---La pénétration impérialiste dans l'Eglise

---

Une des tournures amusantes du débat soulevé par le discours intempestif de Mgr Bourne au Congrès Eucharistique, c'est de voir le *Daily Mail* de Londres engagé dans la défense de l'Eglise catholique et s'inquiétant des meilleurs moyens à prendre pour favoriser la propagation de la foi au Canada. A ce point que se répète dans la presse anglaise, pour le bénéfice du *Tablet* et de l'archevêque de Westminster, l'entente qui semble exister au Canada entre l'évêque de London, les journaux catholique irlandais et les journaux tories ou orangistes de la province d'Ontario. Sous prétexte de combattre un prétendu nationalisme qui mènerait l'Empire à la ruine, ces braves gens qui ont recueilli chez nous, pendant le Troisième Centenaire de Québec ou le Congrès Eucharistique, les doléances de nos assimilateurs, concluent à la nécessité de *protéger la langue anglaise* contre les empiétements des français du pays et d'associer le progrès futur de l'Eglise à l'usage plus généralisé du verbe anglo-saxon. Nous avons déjà montré dans la REVUE quelques traits caractéristiques de cette campagne insensée et déloyale poursuivie par nos impérialistes à tous crins. Cela nous a même permis de dénicher en passant quelques mensonges hardis et de mettre des étiquettes sur certains bonnets assez haut portés.

Mais nous nous trouvons une fois de plus en face de ce phénomène déconcertant que nos destinées ne se règlent pas chez nous, que nous subissons, jusque dans l'intimité de notre vie, l'ingérence de la métropole, et que depuis un certain nombre d'années notre rôle s'est borné à compter les coups que l'on nous a portés et à chercher la raison apparemment inexplicable des défaites que nous avons subies. Plusieurs n'ont pas voulu croire, quand nous l'avons dénoncée, à l'influence prépondérante de la diplomatie anglaise jusque dans nos affaires religieuses. Aujourd'hui que cette influence se manifeste au grand jour, nous pourrions avec plus de sûreté préparer notre défense et adopter les mesures de salut que suggère la gravité de la situation.

Les fêtes du Troisième Centenaire, grâce à l'ingérence gâteuse de notre vice-roi, inspirèrent à plusieurs patriotes des craintes sérieuses. Beaucoup de ceux-là ont cru que nous étions suffisamment vengés par les dialogues français des spectacles historiques. Les autres ont gardé le silence, attendant avec anxiété la tournure que devait nécessairement prendre cette politique impérialiste discutée secrètement devant le prince à la citadelle, pendant qu'on amusait le peuple par de grandes fêtes tapageuses. Nous étions parmi ces derniers pour avoir observé sur place les préparatifs de la campagne de presse colossale qui éclate aujourd'hui à la grande lumière du soleil.

J'admets que les Fêtes du Troisième Centenaire n'ont pas été aussi anglaises que le désiraient Lord Grey et la cohorte de ses thuriféraires. Elles l'ont été suffisamment pour préparer l'habile coup de main que Mgr Bourne devait diriger contre notre langue deux ans plus tard, et pour permettre la campagne qui se poursuit actuellement, non seulement dans la presse anglaise, mais dans la presse catholique de l'Europe, à la faveur d'un mensonge habilement exploité.

Mgr Bourne a repris en Angleterre la thèse qu'à son dire nous n'avions pas comprise. Il l'a portée jusqu'à Rome pendant que les journaux politiques de la métropole, qui rêvent déjà d'accrocher le drapeau pontifical à la porte de leur boutique, cherchent à faire comprendre aux autorités romaines que la protection de l'Angleterre vaudra en retour le sacrifice des petits peuples qui font tache sur la carte de l'empire.

M. Bourassa a déjà signalé ce fait dans le *Devoir*. Mgr Langevin lui-même a dû intervenir et adresser au *Tablet*, de Londres une lettre que le grand journal a publiée, mais dont il a profité pour affirmer avec plus de force la thèse assimilatrice de Mgr Bourne. Il a fait plus. Il a publié tout à côté, et comme pour appuyer la doctrine impérialiste de l'archevêque anglais, un long extrait des lettres publiées sur le Canada par un M. William Maxwell, dans le *Daily Mail*, le plus impérialisant des journaux impérialistes de Londres. Le *Devoir* a cité quelques courts extraits de ces lettres et en a fait voir l'inanité. Tout de même on nous saura gré de citer plus au long ce que le *Tablet* appelle des "impressions sur le Canada moderne". M. Maxwell parle de politique et de religion et quand le *Tablet* nous le présente, il a soin de l'associer à ce qu'il appelle "les rêves de certains nationalistes Canadiens-Français au sujet de la langue française". Mais laissons plutôt parler M. Maxwell, lui-même :

“ Ce n'est, à présent, rien de plus qu'un rêve (la survivance de la langue française) car, bien que l'*habitant* ne parle que le français, le citoyen de Montréal doit aussi parler l'anglais. Et l'ouest grandit. Le recensement de 1901, porte la population du Canada à 5,100,000 dont 2,229,600 catholiques romains pour la plupart de langue française. Aujourd'hui ce peuple compte plus de 7,000,000, et la proportion des Canadiens-français est tombée de près de la moitié à un tiers. M. Bourassa ne perçoit pas le pronostique parce que ses yeux sont fixés sur une nation Canadienne indépendante de l'Empire Britannique. Mais il y a des prélats de l'Eglise Catholique Romaine qui en ont aperçu le signe dans l'Ouest.

“ Mgr Bourne, archevêque catholique Romain de Westminster, a compris le sens de l'augure et il a eu le courage de donner un avertissement à propos. Au Congrès Eucharistique de Montreal, en septembre dernier, il a prononcé ces paroles significatives :

“ La langue française, avec laquelle s'identifiait le progrès de toute la vie de la nation, ne rendait qu'un seul et même son, lorsqu'elle exposait au peuple les mystères de la religion, soit que cette prédication fût faite à ceux qui étaient venus de France, patrie de leurs ancêtres, soit qu'elle dût être ensuite traduite aux différentes races qui furent, autrefois, les maîtres du pays.

“ Aujourd'hui les conditions sont considérablement changées. Très lentement d'abord, et maintenant avec une rapidité incalculable, une autre langue est en train de prendre une importance supérieure dans les choses ordinaires de la vie. Il serait, en vérité, extrêmement regrettable que la langue française, qui fut si longtemps l'expression unique de la religion, de la civilisation et du progrès de ce pays, perdît jamais une partie de la considération et de la culture dont elle jouit au Canada. Mais personne ne peut fermer les yeux sur ce fait que, dans les nombreuses villes dont l'importance augmente constamment dans toutes les provinces de l'Ouest du Dominion, la majorité des habitants emploient l'anglais comme leur langue maternelle, et que les enfants des colons qui viennent de pays où l'anglais n'est pas parlé, parleront aussi la langue anglaise à leur tour.”

“ On dira, je le sais, que l'archevêque est un Impérialiste britannique et, bien plus, qu'il apportait un message aux Irlandais Catholiques romains du Canada qui sont choqués de la domination de la langue française dans leur Eglise. Ces deux objections peuvent être fondées.

“ Il est certainement vrai qu'entre Catholiques romains Français et Irlandais, dans les provinces de l'est, il existe un antagonisme féroce sur cette question (la langue française dans l'Eglise.) “ Je voterais plutôt pour un orangiste n'importe quel jour, que pour un Canadien-Français,” me disait dans Ontario un catholique romain irlandais. Par conséquent l'archevêque Bourne, en demandant que la langue anglaise eût la prépondérance en Canada, prêchait pour l'unité dans l'Eglise.

“ Comment cet avertissement a-t-il été reçu ? M. Bourassa, le chef nationaliste, sans attendre un jour, attaqua l'archevêque pour avoir eu la témérité de voir “ la principale source de sécurité de l'Eglise dans l'usage généralisé de la langue anglaise.”

“ Ne serait-ce pas commettre une imprudence, demande M. Bourassa, de méconnaître la force conservatrice, religieuse et morale, de la langue française, non seulement parmi les Canadiens-Français, mais encore parmi les immigrants Européens catholiques qui parlent déjà le français ou qui apprendraient de préférence à l'anglais.” “Le chef nationaliste fait mine de croire “ qu'un usage plus généralisé du français dans les provinces de l'Ouest contribuerait à l'unité du peuple canadien et au maintien des institutions britanniques en Canada.”

“ Il voudrait parsemer de Québécois en miniature tout le Canada et élever partout ce monument à la folie humaine : la tour de Babel. M. Bourassa peut ne pas être un homme d'état. Mais il est trop intelligent pour être un instant victime des illusions qu'il rend si attrayantes aux casaniers et pieux *habitants* de Québec. Il sait que ni la langue française ni la religion

catholique romaine ne sont menacées dans le Dominion. Il ne s'agit pas de l'extinction de la langue française, il s'agit de la diffusion de la langue anglaise dans une possession britannique. Alors, qu'est-ce que le chef nationaliste a à craindre si l'on suit le conseil donné par un prélat de son église? Je vais vous le dire. L'archevêque Bourne a eu la témérité—c'est une expression favorite de M. Bourassa—de parler de Fédération impériale et de faire allusion au problème de la défense navale du Canada. Voici le secret des alarmes de M. Bourassa. "Quelle relation possible, demande-t-il, peut-il y avoir entre la propagation de la foi et la Fédération Impériale, entre le culte de l'Eucharistie et la défense des côtes de la Colombie Anglaise?"

"M. Bourassa est un fils dévoué et loyal de l'Eglise Catholique Romaine et dans ses veines coule le sang de six générations d'ancêtres français. Mais il compte réussir là où son grand-père, Papineau, a failli, et établir une république Canadienne-française sur les bords de l'Atlantique du Nord. Et, comme Papineau aussi, il va s'apercevoir que l'Eglise est absolument tournée contre lui. L'Eglise catholique romaine n'ambitionne pas de limiter son action à un coin seul du continent américain. Elle voit ce que les Etats-Unis ont fait pour l'assimilation des races nombreuses dont son peuple de 100,000,000 d'âmes est composé. "Nous prêchons en anglais, nous confessions en anglais, et nous enseignons en anglais," dit l'archevêque Ireland qui irait même, à notre place jusqu'à assimiler les Canadiens-Français avec la population de langue anglaise du Dominion.

"Personne ne désire supprimer la langue française—"cette bonne vieille langue de France" qui, suivant l'expression de l'abbé Faguy, a été dans les mauvais jours le plus sûr rempart de notre individualité nationale, et dans nos jours de liberté, la joie et l'ornement de nos cœurs." Mais le temps est passé des barrières artificielles entre les races au Canada. Ni comme Canadiens-Français, ni comme catholiques romains le gouvernement et l'Eglise ne peuvent-ils être guidés seulement que par ces traditions que l'*habitant* ne peut changer tant qu'il gardera sa langue, que le français, par conséquent, devrait être son seul moyen de communiquer avec ses voisins, parce que c'est par ce moyen qu'il gardera sa religion. Le Canada change et l'*habitant* doit changer. Aucune nation à moins d'être condamnée à s'éteindre, ne peut rester bien loin en arrière du progrès général. L'archevêque Bourne, dans son avertissement aux Canadiens-français, a simplement énoncé un principe éternel de vie et il est un guide plus sûr que M. Bourassa."

Comme on le voit, M. Maxwell fait mine de limiter à M. Bourassa et à ses amis le souci des droits de la langue française en Canada au double point de vue religieux et politique. Il se trompe. Et s'il eût poussé jusque dans la capitale fédérale ses recherches sur la mentalité canadienne, s'il eût recherché le sentiment de tous les français du pays sur cette question, il aurait rencontré une opinion unanime et une égale détermination de faire respecter des droits reconnus par les traités. Que dis-je? Parmi les anglais eux-mêmes—les bien pensants, et ils sont encore la majorité, Dieu merci,—il n'eût découvert nulle part ce désir d'assimilation qui a éclaté parmi nos chavins politiques en mal de marine de guerre et de défense impériale. Ce n'est pas sans raison que, juste au moment où nos journaux de parti protestent avec le plus de véhémence contre une ingérence imaginaire du clergé en politique, nos questions religieuses sont mêlées avec une persistance

scandaleuse aux théories de l'école politique qui a fait l'injuste guerre du Transvaal. Et pourquoi se gênaient-ils quand ils ont été invités à toutes les audaces par la condescendance obséquieuse de Mgr Sbaretti pour les projets de Lord Grey, par le servilisme bien nourri de politiciens imprévoyants et coupables ?

Aussi l'écrivain du *Daily Mail* n'a-t-il l'air de défendre Mgr Bourne que pour mieux faire ressortir le sens politique de sa harangue, et s'il montre quelque souci pour l'avenir de l'Eglise c'est qu'il voit une chance de s'en faire un instrument politique ou un bouclier.

D'après M. Maxwell, Mgr Bourne a jugé d'un coup d'œil la situation canadienne après avoir lu dans l'Ouest les augures d'une politique nouvelle pour l'Eglise. Mais le rôle de Delphe va mal à Westminster et les oracles de la Pythie sont depuis plusieurs siècles tombés en désuétude. D'ailleurs les augures lus avec une sorte d'exaltation patriotique par l'évêque de Westminster n'ont pas le même sens pour tout le monde. Mgr Bourne a pu s'en apercevoir à l'Eglise Notre-Dame pendant le Congrès Eucharistique. Et puis son discours n'a pas été apprécié et jugé intempestif que par les journaux canadiens-français.

Au lendemain du Congrès, l'organe par excellence des catholiques américains de langue anglaise, *America*, la splendide revue publiée à New-York par les Pères Jésuites en disait ce qui suit : (1)

“ L'archevêque de Westminster a lu au Congrès Eucharistique un travail dans lequel il recommande l'adoption de la langue anglaise comme moyen d'augmenter la grandeur du Canada et la propagation de la foi. Les déclarations du distingué prélat ont été écoutées avec une froideur marquée. Il a été suivi par M. Bourassa qui, dans un discours éloquent et passionné, a soutenu que la langue française était nécessaire à la conservation de la foi des Canadiens. Sur tout le parcours de la procession étaient inscrites des devises proclamant “ Notre langue ”, et Notre foi.” Les animadversions du Père Vaughn sur le Protestantisme *ont aussi été regardées comme intempestives*, spécialement à cause de ce fait que les Protestants, exception faite de quelques fanatiques, s'étaient montrés très sympathiques à la démonstration. ”

En Europe même, la revue gaélique *Guth na Bliadhna*, déclarait que peu de gens en Ecosse “ approuvaient ce discours malheureux et que Sa Grandeur n'avait certainement pas fait preuve de sagesse en exprimant de pareilles opinions au moment où Elle était l'invitée des Canadiens-Français ”.

(1) *America*, 17 sept., 1910, vol. II, No. 23, p. 573.

Quant à la thèse elle-même de la prépondérance future de l'anglais dans l'Eglise la même revue ajoutait :

“ Si quelqu'un s'imagine—qu'il habite Rome ou Tombuctoo—que la propagation de la foi catholique sera mieux servie par le canal de la langue de John Knox, des hérétiques anglais et des incroyants en général, celui-là se prépare, assurément, un rude réveil pour un avenir rapproché. Les “ pays latins ” sont passablement bouleversés de nos jours et leurs habitants, presque chaque jour, abandonnent par milliers la foi de leurs pères pour lui substituer diverses formes d'infidélité.—Peut-être avons-nous là l'explication de ce que certains membres du clergé romain cherchent à se créer un nouveau pied-à-terre en Canada. Ils y seront sans doute les bienvenus. Ils vont trouver dans ce pays (et en abondance) ce qui leur manque dans les autres. Mais il nous semble que ce n'est pas en combattant la langue française en Canada et en s'attirant le déplaisir des *habitants* canadiens qu'ils atteindront le but qu'ils se proposent—le bien et la propagation de la foi catholique. ”

J'aurais pu allonger la citation et montrer avec l'écrivain de la revue gaélique comment Mgr Bourne a puisé dans les derniers événements de la politique anglaise la funestes inspiration d'abuser comme il l'a fait de notre très large hospitalité. Ce que nous en avons donné suffit à notre thèse. Du reste, on pourra trouver l'article entier de la revue gaélique dans une autre page de la REVUE. Nous le reproduisons pour qu'il serve à l'histoire.

Il reste avéré que jamais malaise plus profond n'a envahi notre vie politique, sociale et religieuse que depuis que notre gouverneur-général a eu l'idée d'installer un ange de la Paix sur les Plaines d'Abraham. C'est que parmi tous ces projets divers d'apparence conciliatrice et patriotique s'insinuaient lentement dans notre vie nationale une conception nouvelle de nos obligations envers la métropole, que s'élaborait à la faveur de débordantes protestations d'amitié le programme d'un assaut systématique contre nos institutions et contre notre histoire. La hiérarchie irlandaise, qui jouit chez nous d'une prépondérance usurpée dans bien des cas et moins que justifiée dans une foule d'autres, devait se prêter à cet habile manège avec d'autant plus d'ardeur qu'elle y verrait de plus riches dépouilles à partager. Il n'est peut-être pas de spectacle plus tragiquement grotesque que celui de voir, comme on l'a vu il y a quelques semaines, l'opportunité de l'enseignement bilingue dans Ontario discutée gravement par un groupe d'archevêques et d'évêques de langue anglaise, représentant une majorité de catholiques de langue française !

M. Maxwell, à bout d'arguments pour défendre une thèse qu'il savait être fausse, finit par être franc et dit : “ Il n'est

pas question d'abolir la langue française au Canada, mais de généraliser l'usage de la langue anglaise dans une possession britannique." L'écrivain du *Daily Mail* n'a pas versé beaucoup de son sang pour cette conquête qu'il veut ainsi régenter; il n'en verserait probablement pas davantage s'il lui fallait appuyer à la pointe de l'épée ses prétentions, mais j'aime encore mieux cet aveu tardif qui nous donne le fond de sa pensée. Voilà bien "le grand mouvement" dont parle Mgr Fallon et qu'il a lancé d'une façon si maladroite. Tous ces messieurs peuvent être sûrs qu'ils s'agitent en pure perte et que nous ne nous en laisserons pas imposer, même s'il fallait rafraîchir les quelques signatures qui dorment au bas de nos grands traités. Leur inconscience déjà historique, et qui n'a d'égale que leur ambition, n'a pas pu résister au courant parti de Rideau Hall pour entraîner le pays, avec toutes ses races et toutes ses églises, dans une folle randonnée impérialiste désireuse d'éclipser ce vieil empire romain qui n'a été le plus près de sa ruine que le jour où il a dominé le monde.

M. Bourassa parlait dans son journal des démarches faites par Lord Grey auprès de nos maisons d'éducation pour l'idée qui lui est chère. Cela donne de l'actualité à une lettre que nous recevions de Montréal quelques jours après les fêtes du Troisième Centenaire de Québec et dont nous détachons le passage suivant :

" Lord Grey, lors de son séjour à Montréal, en décembre dernier, [1908] manda auprès de lui quelques supérieurs de collèges classiques et de communautés religieuses de la ville, et leur insinua qu'ils devaient à l'avenir donner la première place à l'anglais dans leurs institutions et mettre peu à peu le français de côté; que l'intérêt du pays demandait cette mesure et qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'accomplir l'unité nationale. (1) Je connais deux de ces prêtres, et tous deux comme vous pouvez le comprendre, se sont excusés de répondre aux vœux de Son Excellence. L'un des deux a même été violent (on pourrait l'être à moins) et n'a pas hésité à mettre les points sur les *i* à l'impérialiste conseiller. Le gouverneur-général, pour les influencer, leur a avoué que le Délégué Apostolique et Mgr Mathieu de Québec partageaient déjà ses vues."

Mgr Sbarette, passe; mais Mgr Mathieu? L'emploi de son nom dans une pareille circonstance, et pour pareille besogne, frisait l'impertinence. Malheureusement on n'avait pas oublié les nombreux voyages que fit l'ancien recteur de Laval, pendant la discussion du bill des nouvelles provinces de l'Ouest,

(1) Une pensée de Renan arrive ici fort à propos: "Le vieux monde romain a péri par l'unité, le salut du monde moderne sera sa diversité." *Questions contemporaines.*



à Ottawa, chez M. Fitzpatrick, alors ministre de la justice dans le cabinet Laurier, et jouant avec art ce double jeu qui lui permettait de déclarer la loi injuste et de voter pour son adoption. C'était, on l'avouera, fort mal payer les efforts sincères d'un prêtre pieux et patriote pour régler dans le sens de la justice et des traités une question affectant les plus précieux de nos droits constitutionnels. Mais on l'avait attiré dans ce guet-apens afin de faire croire au pays que le chef de la plus importante maison d'éducation canadienne-française était d'accord avec le représentant du Pape pour accepter une loi dont le premier effet serait d'épargner une défaite à un gouvernement indécis. Comme question de fait Mgr Mathieu est revenu d'Ottawa, avant le vote sur la loi, dégouté de tout ce qu'il avait vu et entendu, et le cœur navré par ce nouveau sacrifice arraché à notre bonne foi et à notre caractère débonnaire. Mais ce n'est pas, pour le moment, ce qu'il importe de discuter et j'espère qu'on me pardonnera cette courte digression qui ne manque pas d'intérêt.

Ce qu'il importe d'observer, c'est la pénétration suivie des idées impérialistes dans l'esprit qui, à Rome même, pèse le plus fortement sur nos destinées ; c'est l'habileté avec laquelle le mouvement a été préparé et, du jour au lendemain, trouve tous les conspirateurs d'accord avec un interprète capable, dans un même discours de Congrès Eucharistique, de mettre une digue à notre expansion nationale, d'attirer nos gouvernants dans les guerres de l'empire et, comme le dit M. Maxwell, d'apporter un message de délivrance "aux Irlandais catholiques qui sont choqués de la domination du français dans leur Eglise".

Leur Eglise ! Le mot est délicieux. Demain, MM. Murphy et Devine à la suite de quelque O'Farrell, diront—notre histoire !

L'impérialisme est à la hausse parmi nos diplomates religieux et politiques. Malgré l'étonnement que cela nous cause malgré la consternation où cela jette ceux qui, chez nous, pourraient tout faire et ne font rien, nous nous obstinerions vainement à nier la brutalité du fait qui nous éblouit. Nous en sommes toujours au même point pour avoir persisté à ignorer cette vérité éternelle que la Providence aide ceux qui s'aident. Pendant que nous recueillions dans nos âmes les enseignements pieux du Congrès Eucharistique, pendant que nous nous flattions déjà d'avoir échappé par d'éloquents discours aux tentatives hardies dirigées contre nos prérogatives natio-

nales, la troupe brillante de nos visiteurs reprenait le chemin de l'Europe et allait porter jusqu'à Rome l'enseignement qu'ils voulaient donner à nos fêtes. Une revue eucharistique elle-même, rédigée par des Français, semblait n'avoir vu dans le Congrès et au Canada que le développement merveilleux d'un catholicisme anglais. Le *Tablet*, de Londres, a repris la tâche inachevée de Mgr Bourne, pendant qu'un des compagnons de ce dernier allait colporter dans les institutions romaines l'odieuse mensonge des catholiques irlandais du Canada persécutés par les Canadiens-français. C'est ce personnage lui-même, Mgr Butt, qui vient d'être nommé auxiliaire de l'archevêque de Westminster. (1) Et ceux qui annoncent sa nomination ont le soin d'insister sur le fait qu'il connaît bien Rome et Londres et qu'il en est connu, qu'à une vaste expérience puisée à Rome comme recteur du collège de Bède, il faut ajouter celle non moins précieuse qu'il a acquise au Canada et aux Etats-Unis en accompagnant Mgr Bourne au Congrès Eucharistique.

Un ami qui suit de près toute ces questions me disait que nous marchions vers l'anglicisation forcée et que le prochain mouvement qui allait être entrepris serait la nomination d'un cardinal anglais avec les titres et les pouvoirs de primat pour les possessions britanniques de l'Amérique du Nord. Quand cela serait, le droit de notre race à l'existence resterait encore inviolable et ce droit nous le maintiendrons.

En attendant, nous rappelons à ceux qui se montrent disposés à nous sacrifier que Mgr Bourne n'est pas seul dans les possessions britanniques à lire dans le ciel les augures de temps nouveaux. L'écrivain de la revue gaélique cité plus haut n'est pas loin de voir très clair dans notre situation lorsqu'il avertit de leur imprudence ceux qui seraient tentés de confier le sort de la religion catholique à la langue de John Knox. Nous pourrions même aller plus loin et dire que l'Eglise ne trouverait pas tout le profit que l'on croit à se confier comme Napoléon, avec sa fortune et sa longue tradition civilisatrice, à la fortune hasardeuse d'un nouveau *Bellérophon*.

Les autorités impériales elles-mêmes auraient tort d'encourager davantage une politique vexatoire et disruptive de tous les liens qui lui attachent la plus belle de ses colonies. C'est à vouloir trop tendre l'arc qu'on le rompt. Jusqu'ici le lien colonial n'a pas eu de plus ardents défenseurs que les

---

(1) *The Tablet*, 14 janvier 1911,

Canadiens-français. Qu'arrivera-t-il le jour où ce peuple qui forme encore quoi qu'on dise la moëlle de la nation, aura à choisir entre sa disparition comme race et son entrée dans un état libre qui a déjà recueilli 2,000,000 des siens ? C'est en ignorant des faits de cette nature que l'on prépare lentement le succès des John Carrol de l'avenir. Le *Star*, de Montréal, n'est pas loin de le comprendre, lui qui, il n'y a pas un mois, voyait une menace pour la nationalité canadienne-française dans un changement tarifaire qui permettra à nos cultivateurs de vendre des légumes et des bestiaux aux Américains. (1) Que le *Star* se rassure. Notre loyauté —si terriblement éprouvée qu'elle soit—ne fléchit pas. Mais si elle est d'un si précieux appoint pour la conservation du lien colonial, nous n'avons plus d'expression pour qualifier la politique démente de ceux qui, n'ayant ni le talent ni la force d'être des citoyens utiles, s'imaginent agrandir la nation en amoindrissant ceux qui en garantissent la solidité depuis cent cinquante ans, de ces personnnages élevés ou flatteurs à courte vue, " skulls that cannot teach and will not learn ", qui pour nous avoir fait assister à l'apothéose de Wolfe se croient encore au lendemain des Plaines d'Abraham.

**J. L. K.-Laflamme**

---

(1) *Star*, Montréal, 31 janvier 1911, Voir cet article dans notre *Revue des faits et des œuvres*.

#### UN APPEL

Ceux qui ne font pas la collection de la REVUE nous rendraient un réel service en nous retournant le numéro de juillet 1910, qui nous manque pour compléter quelques séries.

On nous demande aussi le premier numéro de la série, (avril 1908). Avis à ceux qui l'ont et voudraient le céder.

---

## La question des langues au Canada

---

**Par Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface**

(Traduction du texte anglais publié dans le "Tablet", de Londres).

J'ai été étonné de voir que votre édition du 17 septembre dernier (1910) contenait l'assertion étrange et fausse que les "représentants du catholicisme français" dans le Nord-Ouest canadien sont déterminés à enseigner la religion dans ce pays par l'intermédiaire de la langue française. Tout d'abord, je me joins à mes vénérables collègues pour répudier comme fausse cette appellation de "représentants du catholicisme français."

Pour nous le catholicisme n'est ni français ni anglais ; il est catholique c'est-à-dire universel ; il comprend tous les enfants de Notre Sainte Mère l'Eglise, quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent.

En outre, vous pouvez être sûr que nous n'avons jamais rêvé de propager le catholicisme au moyen du français parmi ceux qui ne parlent pas cette langue.

Sans doute, nous savons que cette accusation a été portée contre nous par des gens qui habitent le Canada—et elle n'a pas été propagée au Canada seulement, mais à Rome même—mais elle n'en constitue pas moins une calomnie à l'égard de ceux qui sont en même temps membres loyaux de l'Eglise et admirateurs sincères des institutions britanniques. Je puis affirmer que dans la province ecclésiastique de Saint-Boniface—qui embrasse les trois provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta ainsi qu'une partie de l'Ontario et les vastes districts de l'Athabaska-MacKenzie et du Keewatin, nous veillons sans relâche sur les besoins spirituels des nouveaux colons catholiques qui nous arrivent par milliers de toutes les parties du continent américain et de l'Europe. Nous prenons tous les moyens possibles pour préserver la foi au milieu de notre troupeau cosmopolite, et je serais surpris que dans le monde entier aucun évêché eût fait ou ferait davantage pour la cause catholique. Nous procurons à ces

nouveaux venus des paroisses régulièrement organisées selon les différentes nationalités ; nous leurs donnons des églises où ils peuvent entendre la parole de Dieu dans leur propre langue—qu'ils soient Anglais, Français, Allemands, Polonais, Hongrois ou Ruthènes ; et nous établissons des écoles paroissiales où l'anglais est si bien enseigné que je serais heureux si les distingués visiteurs qui nous viennent d'Angleterre ou d'ailleurs pouvaient aller entendre l'accent correct et la facilité d'expression avec laquelle la langue anglaise est parlée par nos Canadiens-français de Saint-Boniface comme par nos enfants polonais, allemands ou ruthènes de Winnipeg. Nos visiteurs pourraient aussi se rendre dans les quatre paroisses de cette dernière ville qu'habitent des catholiques de langue anglaise et où aucune autre langue maternelle n'est employée.

Il est un fait certain, cependant ; nous désirons que nos enfants français apprennent et sachent leur propre langue aussi bien que les Anglais, et il en est de même pour tous les étrangers. Je ne pense pas non plus que l'Eglise considère comme un crime d'apprendre une langue différente de celle qui domine dans le pays où l'on vit. Et il est certain que cette manière de voir ne constitue pas une menace pour l'empire auquel nos catholiques sont fiers d'appartenir.

L'histoire nous enseigne que les Romains n'ont pas cherché à faire disparaître la langue des ennemis qu'ils avaient subjugués ; les Grecs continuèrent de parler le grec, et un grand nombre de Romains apprirent cette langue—tout comme dans les milieux cultivés des villes modernes comme à Londres, Paris et Berlin, on se fait un point d'honneur d'apprendre et de parler d'autres langues que la sienne. Nous réclamons le droit de conserver notre langue maternelle et rien de plus—c'est un droit que la Grande-Bretagne nous a reconnu comme elle l'a accordé aux Celtes qui vivent dans ses propres domaines ; et nous savons que l'anglais est actuellement la langue officielle dans le Nord-Ouest canadien, tout comme l'anglais et le français sont les seules langues officielles dans tout le Dominion. C'est pourquoi nous voyons de très près à ce que l'anglais soit enseigné à tous les nouveaux-venus ; nous considérons même que c'est pour nous un devoir rigoureux de conscience de leur procurer l'éducation qui les placera, au moins, sur un pied d'égalité avec leurs concitoyens et leur permettra de se ranger dans une bonne classe sociale

de leur patrie d'adoption. Mais nous croyons aussi que c'est pour nous, pasteurs de leur âmes, un devoir de veiller à ce que ces gens conservent l'usage de leur langue maternelle, qui est inséparablement liée au plus haut idéal catholique de la patrie et de la foi. Serait-ce là un crime au regard de l'Eglise catholique et dans un pays britannique?

S'il faut enseigner l'anglais à ceux qui vivent au milieu de populations de langue anglaise et non catholiques, il faut aussi protéger contre les dangers qui les entourent les Français, les Polonais, les Allemands, et les Hongrois, dont la foi est exposée dans les milieux hostiles.

C'est pour cette raison que, pour exercer le ministère parmi ces populations, nous nous servons de la langue propre à chacune d'elles. Pour cette raison aussi, nous publions à grands frais, trois revues hebdomadaires—en anglais, allemand et polonais—qui sont imprimées à nos ateliers de Winnipeg. Avant longtemps, des journaux français et ruthènes seront aussi publiés par les Oblats de Marie Immaculée, chargés de cet important travail. Que pourrions-nous projeter de mieux pour l'avancement matériel et moral de notre troupeau bien-aimé? Personne ne prétendra, je suppose, que l'on doive prêcher en anglais dans les églises françaises, allemandes, polonaises ou ruthènes où pas un seul catholique de langue anglaise ne se trouve; je n'imagine pas non plus que quelqu'un désire nous obliger à enseigner le catéchisme en langue anglaise exclusivement. Ceux qui tiennent plus à l'unité de la foi inviteraient les catholiques à l'apostasie s'ils voulaient imposer à tous la langue anglaise. Telle est, Monsieur, mon opinion et celle de ceux que vous appelez "les représentants du catholicisme français" dans l'Ouest. Je dois dire en outre que c'est avec surprise et chagrin que j'ai lu les mots: "De son ancien avant-poste de Saint-Boniface—car ces mots contiennent une insinuation, ou plutôt une accusation contre les Canadiens-Français—accusation que je repousse avec indignation, en ma qualité de sujet britannique.

Nous comprenons et nous apprécions les avantages de notre position sous le noble drapeau que nous avons toujours fidèlement défendu, et souvent, comme en 1774 et en 1812, au prix de notre sang. Il y a deux ans, à la bénédiction de notre cathédrale de Saint-Boniface, un éminent archevêque américain, montrant le drapeau britannique qui flottait orgueilleusement audessus du toit de l'église, me disait: "Si

ce n'eut été de Monseigneur Taché, votre cathédrale aurait été caressée par le drapeau étoilé, aujourd'hui". (Your Grace, had it not been for Mgr Taché your Cathedral would have touched the stars to-day.)

Il faisait allusion au fait que mon illustre prédécesseur avait dissuadé Riel et ses partisans d'échanger l'Union Jack pour le drapeau étoilé, en 1872.

Comme saint Paul était fier de se réclamer de son titre de citoyen romain, nous aussi nous sommes fiers de nous dire citoyens britanniques, et cela, parce que nous nous rendons compte des privilèges que nous vaut ce titre comme des obligations qu'il nous impose.

Cependant, si nous acceptons les institutions britanniques, si nous accordons à la langue anglaise la place prédominante à laquelle elle a droit, si nous jouissons de l'estime de nos concitoyens non catholiques dans les plus hautes sphères sociales comme dans les rangs du peuple, je vous le demande, est-il juste et honorable que l'on nous traite comme des inférieurs à notre tâche, sous prétexte que nous ne parlons pas exclusivement l'anglais?

Puisque vous avez cité Son Eminence le cardinal Merry del Val et Sa Grandeur Mgr Bourne, je peux me dire persuadé que ces éminents prélats reconnaîtront eux-même la grandeur de l'œuvre qui a été accomplie par "les représentants du catholicisme français" pour le cause de l'éducation catholique, des établissements de charité, de l'action catholique par la presse, et pour le succès de nos labeurs apostoliques. Nous admettons toujours que le catholicisme devrait être enseigné en anglais aux populations de langue anglaise, afin de les retenir dans la foi et de convertir nos amis non-catholiques; mais ce n'est pas là une découverte à faire pour nous: nous l'avons faite dès le commencement; et chaque année une retraite est prêchée en anglais en l'église Saint-Marie de Winnipeg, pour les non-catholiques.

Vous me permettrez, cher Monsieur, de terminer cette longue lettre en vous citant les paroles de l'un de nos plus grands journaux, "The Montreal Gazette", qui expriment les vues de nos amis non-catholiques de langue anglaise (Montréal, 1er décembre)—"As for their campaign of racial and ultimately religious warfare, all good people must forswear and condemn it".—"Quand à ce qui regarde leur campagne de race et leur état de guerre religieuse permanent,

tous les gens paisibles doivent les renier et les condamner.”

Dans l'espoir, Monsieur, que ces faits et ces explications contribueront à dissiper les nuages et les soupçons injustes qui nous cachent aux yeux de nos amis ou de nos critiques d'Angleterre et d'ailleurs, je vous remercie de votre courtoisie et de l'espace que vous m'avez accordé.

De l'Archevêché, Saint-Boniface, Manitoba.

P.S.—Retard causé par mon séjour à l'Hotel-Dieu de Montréal, pendant ces deux dernières semaines.



---

## L'archevêque Bourne au Canada <sup>(1)</sup>

---

[Traduit du gaelique.]

Quant on lance une pierre dans un étang, il se passe quelque temps avant que les petites vagues provoquées par sa chute atteignent le rivage. Il en est de même pour les événements, grands et petits, qui se produisent à plusieurs centaines de milles de distance, et dont l'écho ne nous parvient que lentement.

Lorsque le rapport du discours de l'archevêque Bourne sur la question de la langue française en Canada nous est arrivé, nous avons écrit à l'un de nos amis Canadiens le priant de nous donner les faits exacts en cette affaire. Dans notre lettre nous déclarions qu'ils étaient peu nombreux en Ecosse ceux qui approuvaient ce discours malheureux, et que sa Grandeur n'avait certainement pas fait preuve de sagesse en exprimant de pareilles opinions, et particulièrement à cause du fait que Sa Grandeur se trouvait à ce moment l'invitée des Canadiens-Français. Nous demandions, en terminant notre lettre, quelle pouvait être la cause de cette soudaine effusion.

Nous étions arrivés au milieu du mois dernier quand je reçus de mon ami de l'autre côté des mers une réponse accompagnée d'une masse d'opinions de journaux—opinions qui avaient été exprimées dans la presse canadienne-française. Nous ne pouvons pas divulguer le nom de notre correspondant, mais nous pouvons dire, en passant, qu'il est un prêtre bien qualifié pour élucider cette question. Il écrit comme suit :

“ Pour répondre à votre demande, permettez-moi de vous dire que l'impression créée dans les cercles canadiens-français—et dans beaucoup de cercles de langue anglaise aussi—par le discours de l'Archevêque Bourne est universellement défavorable. Ce qui donnait à la harangue hors de saison de Sa Grandeur une signification particulièrement regrettable c'était la campagne récemment entreprise par l'évêque Fallon, de London,

---

(1) Cet article est emprunté à la revue Gaélique *Guth na Bliadhna* (“La voix de l'année”) publiée à Aberdeen, Ecosse, numéro de décembre 1910.

Ontario, pour la suppression de l'enseignement du français dans son diocèse où la majorité des fidèles est d'origine française. Depuis lors, en transférant sur le siège d'Ottawa un évêque de langue anglaise portant un nom français, on n'a guère produit de réaction—au contraire, comme vous le verrez par la découpe No. 3, une protestation venant d'un membre du Conseil Privé de l'Empire Britannique. . Mon opinion personnelle, c'est qu'il (l'archevêque Bourne) a été poussé par quelque personnage (1) de quel côté de l'océan ? je ne le sais pas, à faire une profession d'impérialisme, sans se douter qu'il réjouirait l'élément anglicisateur, qui n'est pas tant anglo-saxon ou écossais qu'il est hiberno-américain ou hiberno-canadien selon le type Fallon.

“ A la fin de cette semaine sera publiée une brochure contenant, à part le discours de Sa Grandeur et l'explication qu'Elle en a donnée, la réponse improvisée que lui a opposée M. Henri Bourassa, député, le grand chef nationaliste, et une préface par ce dernier exposant clairement la situation. Je vous en enverrai une copie.

“ Je désire ajouter, avant de finir, que de puissantes influences ont été mises en œuvre à Rome et ont réussi à convaincre les Congrégations que la race française et la langue française, après trois siècles de fécond apostolat en Amérique, avaient mérité la retraite honorable due à la vieillesse, et qu'à l'avenir l'instrument d'évangélisation au Canada doit être la langue anglaise. C'est cette déloyale et fausse opinion que nous allons nous efforcer de réfuter.”

Voici une question sur laquelle nous préférons garder le silence jusqu'à ce que nous ayons sous les yeux le texte complet de la déclaration de M. Bourassa ; mais nous pouvons bien, en attendant cela, nous poser cette question : Qui a poussé l'archevêque anglais à prononcer pareil discours ? Il semble y avoir ici trace d'une entente secrète, et il est possible que ce soit le Duc de Norfolk qui ait entrepris de jouer le rôle d'intermédiaire entre le roi George et l'archevêque Bourne. Si c'était le cas, ce ne serait pas la première fois que le gouvernement anglais aurait tenté de se servir du Duc de Norfolk comme d'un intermédiaire entre lui et les autorités de l'Eglise Catholique. Quoi qu'il en soit, cependant, il n'est pas douteux que l'archevêque Bourne ne se soit regardé comme l'obligé du Roi, à cause de l'attitude de ce dernier au sujet du serment du couronnement, et peut-être est-ce de cette façon que Sa Grandeur a voulu payer de retour le monarque anglais.

Quant à la dernière partie de la lettre de notre ami,— si quelqu'un s'imagine, qu'il habite Rome ou Tombuctoo,— que la propagation de la foi catholique sera mieux servie par le canal de la langue de John Knox, des hérétiques anglais et des incroyants en général, celui-là se prépare assurément un rude réveil pour un avenir rapproché. Les “ pays latins ” sont profondément bouleversés de nos jours, et des milliers

(1) L'opinion même dont nous faisons part à notre ami en lui écrivant.

de leurs habitants presque quotidiennement abandonnent la foi de leurs pères pour lui substituer diverses formes d'infidélité. Peut-être avons-nous là l'explication de ce que certains membres du clergé romain cherchent à prendre un nouveau pied-à-terre en Canada. Ils y seront sans doute bienvenus. Ils vont trouver dans ce pays (et en abondance) ce qui leur manque dans les autres. Mais il nous semble que ce n'est pas en combattant la langue française en Canada et en s'attirant le déplaisir des *habitants* Canadiens qu'ils atteindront le but louable qu'ils se proposent—le bien et la propagation de la foi catholique.

---

## A nos correspondants

---

MODE DE PAIEMENT.—Le plus sûr est de mettre dans votre lettre soit un *Mandat* sur la Poste ou sur l'*Express*,—soit un *Bon* de Poste (*Postal Note*),—soit un *Chèque payable au pair* à Québec.

En cas de réclamation, ayez toujours soin de conserver le *talon-reçu* que le Maître de Poste ou l'agent de l'*Express* vous aura remis.

Faites tous les mandats, bons et chèques payables à la REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ, Québec.

A ÉVITER.—Si vous préférez mettre de l'argent dans votre lettre, évitez de nous envoyer votre lettre *non recommandée*.

Aussi prière de ne pas envoyer de timbres à nos bureaux pour solder les comptes qui s'élèvent à 50 cts. et au-delà

APRÈS PAIEMENT.—Si dès après notre premier envoi vous constatez que rien n'est changé sur votre bande d'abonnement, ne manquez pas de nous avertir sans retard.

ADRESSE.—Toutes les lettres doivent être adressées comme suit : LA REVUE FRANCO-AMÉRICAINÉ, Québec.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION.—On est prié de mettre sur des feuilles séparées ce qui regarde l'*administration* et ce qui regarde la *rédaction*.

---

## Cain et Abel

Sous le trône de Dieu tous les saints crient :  
Venge le sang des nôtres, ô notre Dieu !  
(OCT. des SS. INNOCENTS)

---

Les lecteurs de la REVUE FRANCO-AMÉRICAINNE ont dû lire les "appréciations" d'un *jeune* prélat venu d'Italie au Congrès Eucharistique de Montréal, en septembre dernier. Ce *jeune* prélat disait à qui voulait l'entendre "que notre race est destinée à disparaître bientôt dans cette grande colonie, que c'en est fait de la langue française, qu'il importe peu de nous donner des évêques de notre race et de notre nationalité."

Sans nous appesantir sur l'inconvenance de ce langage dans la bouche d'un invité de ces Français qui ne valent pas qu'on s'occupe d'eux, ce langage fût-il celui d'un *jeune*—ou même d'un très vieux—prélat, nous ferons simplement observer cette conséquence absolument logique et conforme au Droit de l'Eglise : Que si ces appréciations émanaient du Vicaire de Jésus-Christ lui-même, Jésus-Christ serait un mythe, la religion catholique une profonde erreur, bafouant Dieu dans ses miracles les plus éclatants. Cette appréciation, en effet, détruit absolument—que le *jeune* prélat le veuille ou non—la confusion des langues et la descente du Saint-Esprit sur les apôtres. Dieu seul est maître des races et des langues.

Notre habitude n'étant point de frapper par derrière, à la mode des Fallon, des Fitzpatrick et de tous les Murphy de la création, nous avons pris nos mesures afin que les présentes notes soient remises au Vatican ; à S. Em. le Cardinal Vincenzo Vannutelli, et surtout à son secrétaire, Mgr Tampieri. Nous sommes donc tout à notre aise pour... nous défendre.

La première tragédie sanglante rapportée par la Bible est en train de se reproduire... si Abel se laisse faire, toutefois, comme il le semble jusqu'ici. Ce sont nos âmes que l'on vise aujourd'hui. Plût à Dieu qu'il ne s'agît que de nos corps ! J'ai dit : "Si Abel se laisse faire" ; le droit de

légitime défense est inscrit pour nous comme pour les autres au Code divin et au Code humain. Rappelons-le-nous.

Nous ne sachions pas que Dieu, jusqu'ici, ait délégué l'Irlandais pour nous anéantir, et notre langue.

PRUDENCE—ASTUCE

An nom redouté, trois fois béni, du Dieu que nos mères nous faisaient adorer sur leurs genoux ; abusant du prestige que leur donne le pouvoir d'appeler sur nos autels ce même Dieu dans son Verbe, ils nous ont dit de subir toutes les souffrances morales les plus terribles. . .

Il fallait nous taire, nous disaient-ils, ne pas dévoiler leur soif de domination, leurs exactions (1) ; sinon nous serions maudits, notre main se dessècherait. D'ailleurs, la crainte de l'Anglais, ajoutaient-ils, devait nous conseiller la prudence.

Simple, confiants, nos pères subirent pendant un siècle et demi ce joug horrible. L'assimilateur, dès le jour où, va-nu-pieds et gueux, il avait été accueilli avec tant de charité par les Français, ici d'abord, puis dans la Province de Québec, avait reconnu cette confiance, cette simplicité qui est la caractéristique, avec la générosité, de la race latine, des Français en particulier. Immédiatement il avait vu tout le parti qu'il pouvait tirer de l'état d'âmes de nos aïeux, Nul ne possède, même parmi les Juifs, plus d'astuce que l'assimilateur. Mais si l'astuce est la prudence du monde, qui récompense l'habileté des intrigants et des parvenus, nous dit la scolastique, c'est contre cette fausse prudence, alliance sacrilège de l'esprit et de la malice, qu'il est écrit : " Qui creuse une fosse tombera dedans ; qui rompt une haie, sera mordu du serpent (Eccles. X, 8) ". Qu'il y ait eu, après la dispersion de 1755 et à l'époque néfaste des Edmund Burk (1818), une sorte de pacte conclu entre les tortionnaires des corps et ceux qui se préparaient à l'être des âmes, cela ne peut être contesté. C'est ce qui explique comment la S. Congrégation de la Propagande, à Rome, put être trompée depuis

---

(1) Deux faits entre mille : l'argent envoyé par la Propagation de la Foi, de Lyon (France), avant et après 1867, pour l'éducation de jeunes Acadiens et la propagation de la foi parmi les Micmacs et autres Sauvages : argent qui fut totalement employé à faire instruire des Irlandais.—Les poursuites rigoureuses exercées contre ses paroissiens, il y a deux ans, par le ministère d'un avocat protestant, par l'ex-curé de Weymouth, N.-E., parti pour les Etats-Unis dans de tristes conditions. Tous les poursuivis étaient pères de familles, très pauvres.

lors jusqu'aujourd'hui et que cela ne finirait pas, si nous continuions, ici et en la Province de Québec, à jouer le rôle passif de moutons se laissant mener sans une plainte à la boucherie.

Ici commence pour nous, Français, que nous soyons canadiens-français ou acadiens, la mise en pratique de la vraie prudence. Si nous en croyons Saint Thomas, nous trouvons dans les parties *intégrales* de cette vertu les motifs de notre action. Les huit vertus constituant, d'après l'Ange de l'Ecole, ces parties *intégrales*, sont : la mémoire (leçons du passé) ; l'intelligence (du présent et de tout ce qui se prépare) ; la docilité (qui accepte et sollicite les lumières d'autrui) ; l'esprit ingénieux, *solertia* (et même subtil, qui trouve rapidement les explications et les moyens) ; le raisonnement (qui se sert des connaissances anciennes pour en acquérir de nouvelles) ; la prévoyance (qui n'est jamais surprise par le temps) ; la circonspection (qui n'est jamais surprise par les circonstances) ; la précaution (qui se met en garde contre tous les échecs).

Les leçons du passé ne nous font défaut ni en Québec ni ici ; si nous ne parvenons pas à comprendre le présent et tout ce qui se prépare, nous voulons nous-mêmes notre perte. Nous avons sollicité les lumières du Phare qui éclaire le monde et Dieu nous est témoin que nous les eussions acceptées avec la plus filiale soumission. L'Écclésiastique nous recommande de " ne pas consulter un homme sans religion sur les choses saintes, *un injuste sur la justice*, une femme sur celle dont elle est jalouse, un homme timide sur ce qui regarde la guerre. . . Mais de nous tenir auprès d'un homme sain. . . dont l'âme *a du rapport avec la nôtre. . .* " (Eccle. XXXVII, 12-16). Ces conseils du Livre-Saint n'ont pas besoin de commentaires pour justifier notre attitude. Il nous reste à observer le précepte d'Aristote : " Que votre conseil soit lent, mais que l'exécution soit rapide. "

Pour bien moins que ce qui se produit aujourd'hui, nos frères les Canadiens-français ont pris les armes en 1837. Alors c'était le conquérant qui opprimait ; maintenant, l'oppressé c'est un être que nous avons accueilli avec amour, nourri et réchauffé. Dans l'histoire que l'on écrira de notre pays, de notre époque, on le donnera, cet être, comme l'archétype de l'ingratitude.

Saint-Patrice—qui n'est point de leur race, grâce à Dieu —a chassé les serpents qui infestaient leur île : ils infestent depuis un siècle le Nouveau-Monde.

Nous voyons dans les journaux anglais du 11 janvier cou-

rant que S. S. le Pape Pie X vient de nommer M. l'abbé A. E. Burke, président (nous supposons que c'est : directeur,) de la *Catholic Church Extension Society*, au Canada, et que déjà cette Société plus ou moins Biblique avait reçu comme Protecteur le cardinal Martinelli. Ces choses sont selon l'Eglise. Nous nous permettons simplement cette constatation évidente : "Tout pas en avant fait par l'assimilateur, est un double pas en arrière pour les Canadiens-français, leur Episcopat y compris." Il ne faut pas non plus accuser l'astuce seule de l'assimilateur, il faut mettre courageusement nos plaies à nu—et chercher le baume capable de les guérir, tout au moins de les cicatriser—. Or, ce n'est plus un mystère aujourd'hui que le vaillant Episcopat de la Province de Québec s'est malheureusement divisé, tel Evêque soutenant tel candidat tandis que tel autre Evêque attaquait ce candidat. En masse serrée, compacte, avec une union touchante, l'adversaire arrivait avec son seul candidat... que, pour des vues personnelles, nous dit-on, un membre, et non des moindres, de l'Episcopat français aurait soutenu, sacrifiant ainsi son propre sang.

Il est plus que temps que les différentes familles de sang français—Canadiens-français, Acadiens, Franco-Américains, et Louisianais—s'unissent étroitement entre elles, cessent leurs luttes intestines, sacrilèges et fratricides comme celle qui est déchaînée, dans la Nouvelle-Angleterre, contre la très bienfaisante Société Saint-Jean-Baptiste, ces luttes où non seulement nous nous déchirons entre nous, mais où nous livrons NOUS-MEMES tout ce que nous avons de plus cher à nos ennemis, et *nos âmes* ! Est-il donc impossible à notre Société française de se défendre contre les malfaiteurs surgissant de son propre sein ? Comment espérer vaincre l'ennemi quand nous sommes totalement divisés entre nous ? L'Ecriture Sainte nous condamne : "Tout royaume divisé contre lui-même, périra !" C'est Jésus-Christ qui l'a dit.

Si nous savions nous unir, nous aurions tôt fait d'être écoutés ! Nous devrions, en cela, suivre l'exemple de nos adversaires acharnés, les assimilateurs : jusque dans la vie civile, grâce à nos sottes luttes, ils réussissent à nous enlever les meilleures postes, par leur union ! Notre peu d'union est cause que, très souvent, notre peuple acadien est foulé aux pieds par ses propres Pasteurs. C'est par suite de cette faiblesse chez nous qu'on peut voir, dans une de nos plus grandes villes des Provinces Maritimes, dans l'une des plus peuplées

paroisses françaises de toute la province ecclésiastique de Halifax, le curé et son premier vicaire de langue anglaise, pour un tiers environ de la paroisse de cette langue, et le dernier vicaire de langue française pour les deux autres tiers de la paroisse, ceux-ci de race française. C'est grâce à ce manque d'union des nôtres que dans cette même paroisse les Sociétés Catholiques *françaises* restent sans aumônier, malgré les promesses de S. Exc. Mgr Sbaretti. Nous n'ignorons nullement que Mgr Sbaretti se souciait fort peu des promesses qu'il pouvait faire à l'élément français : sa griffe et celle de son Fra Diavolo se retrouvent et visibles dans l'affaire du Siège d'Ottawa comme dans la nomination du brouillon Abbé A. E. Burke à titre de directeur de la *Catholic Church Extension*. Mais nous le redirons à satiété, c'est nous qui permettons, *nous-mêmes*, toutes ces choses qui finiront, si nous continuons, par notre mort comme peuple.

Est-ce là ce que nous voulons ?

N'avons-nous plus que de l'eau sale dans les veines ?

—Unissons-nous !—L'action suivra.

**Etienne Devignoles.**

Le 12 janvier, 1911.



---

## Sur l'existence des Trois Mousquetaires

---

On peut affirmer qu'il n'est personne au monde qui ne connaisse *Les Trois Mousquetaires*. Depuis environ soixante-dix ans—le livre parut en 1843—leurs aventures mirifiques ont égayé nombre de veillées populaires, voire même lettrées, et les noms baroques d'Athos, de Porthos et d'Aramis, et, par-dessus tout, le nom de d'Artagnan, sont restés synonymes de bretteurs et de diables à quatre. Personne ne doutait de l'existence de ce dernière ; d'aucuns mêmes, plus avertis, vous eussent dit que M. Robert de Montesquiou, ce parfait gentilhomme dont les mains gemmées se plurent à cueillir de bleus hortensias dans le jardin des Muses, est un de ses descendants ; mais les trois autres, dont les pseudonymes, particulièrement celui d'Athos, évoquent si bien le tranche-montagne, qui donc se doutait qu'ils eussent jamais existé ailleurs que dans la tumultueuse imagination du père Dumas ? Personne, je crois. Or, M. Jean de Jaurgain, dans une savante étude publiée naguère et que vient de rééditer la librairie Champion, nous révèle leur existence dont il ne sera plus permis de douter désormais. Oui, ces trois braves eurent, non seulement des états de service, mais encore des armes héraldiques, et leur capitaine, M. de Tréville, existe également. Commençons, si vous voulez, par parler de lui. Vous vous rappelez, au commencement du livre de Dumas, ce soldat bon enfant, Gascon gasconnant, dont les mousquetaires, en casaque bleue à croix d'argent flammée d'or et de lys, encombrant l'escalier de l'hôtel situé rue du Vieux-Colombier ? Eh bien, vous aurez ici non seulement sa vie, mais encore celle de sa famille.

Troisvilles, que Dumas appelle Tréville, d'accord en cela avec la cour qui l'appelait ainsi, peut-être parce que lui-même prononçait Tréville, avec l'accent gascon, Troisville naquit dans la ville d'Oloron en Béarn, en 1598. Il était le fils de Jean du Peyrer, honorable bourgeois et marchand de la cité. Enseigne des gardes en 1622, il servit au siège de La Rochelle, et eut la bonne fortune de commander comme sous-lieutenant le détachement qui donna à l'attaque du Pas-de-

Suze en 1629 ; il y serra même de si près le duc de Savoie qu'il l'aurait fait prisonnier sans l'intervention d'un gentilhomme italien. On retrouve Troisville au siège de Privas et d'Alais, et, en 1630, à la conquête de la Savoie. En 1632, il est en Lorraine où il culbute deux régiments au bourg de Rouvroy. C'est alors que Louis XIII décida de lui confier le commandement du corps des mousquetaires ; peu après, il le nomma gentilhomme de sa chambre. La charge de Troisvilles était une des plus considérables de la cour ; elle se vendait 200,000 livres et donnait au titulaire un revenu annuel de 16,800 livres.

Mais la fortune ne s'arrête pas là pour Troisvilles ; en 1636, tout en conservant le commandement des mousquetaires, il est élevé au grade de maréchal des camps et armées du roi, et sert comme tel sous les ordres du maréchal de Châtillon au siège d'Ivoy et de Dampierre, au siège de Saint-Omer, et au combat qui se donna sous cette place en 1638. On le retrouve encore aux sièges de Hesdin, d'Arras, d'Aire, de Collioure et de Perpignan ; en 1642, il s'empare de la ville d'Argilliers ; enfin, son importance est telle que Richelieu écrit à son cousin le marquis de la Meilleraye : "Vous n'oublierez pas de faire de grandes caresses à M. de Troisvilles." Le cardinal sentait, en effet, un adversaire déterminé dans la personne du capitaine des mousquetaires. Cinq-Mars, lors de son complot, n'avait pas hésité à faire des avances à Troisvilles, lui montrant l'exemple de Vitry, à qui on avait donné le bâton de maréchal pour avoir tué Concini, et Richelieu savait que le roi avait dit à Cinq-Mars en lui montrant Troisvilles : "M. Le Grand, voilà un homme qui me défera du cardinal quand je voudrai." A la découverte de la conjuration, après avoir fait tomber la tête de Cinq-Mars et de de Thou, il exigea du roi que Troisvilles fût privé de son emploi et chassé de la cour ; et le roi dut céder, incapable de rien refuser à son ministre.

C'en était fait à jamais du crédit de Troisville. Mazarin ne l'aime pas plus que ne l'aimait Richelieu, et fait de vains efforts pour le perdre dans l'esprit d'Anne d'Autriche, convoitant la compagnie des mousquetaires pour un de ses neveux. Enfin, en 1646, il licencie les mousquetaires. Troisvilles est aussi ferme dans la mauvaise que dans la bonne fortune, et accepte seulement en compensation le gouvernement de Foix. N'ayant plus jamais l'espoir de se voir en faveur à la cour, il passe la plus grande partie de son temps à

Troisville, dans ses terres, et y fait bâtir, sur les plans de Mansart, le joli château que l'on peut voir encore aujourd'hui. C'est là qu'il devait mourir en 1672, âgé de soixante-treize ans. On conçoit qu'une telle fortune ait monté la tête au jeune d'Artagnan qui descendait, comme Troisvilles, d'une modeste famille bourgeoise agrégée à la noblesse dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle.

D'Artagnan, de son vrai nom Charles de Bak-Castelmore, naquit vers 1623 à Lupiac, comté de Fézensac. C'est en 1640, et non en 1626, comme le prétend Alexandre Dumas, qu'il quitta Castelmore. Il avoue lui-même dans ses *Mémoires* que ses parents étaient si pauvres qu'ils ne purent lui donner qu'un bidet de vingt-deux francs avec dix écus pour son voyage. Voilà l'embryon de l'histoire du fameux bidet jaune dont parle Dumas et dont se moque un homme noir qui sera le comte de Rochefort. En réalité, cet homme s'appelait tout simplement M. de Rosnay, et la querelle eut lieu non pas à Meung, mais à Saint-Dyé. En arrivant à Paris, le jeune d'Artagnan accosta un mousquetaire nommé Porthos lequel, nous dit-il encore dans ses *Mémoires*, avait deux frères—lisez deux frères d'armes—dont l'un s'appelait Athos, et l'autre Aramis. Les trois compagnons lui firent bon accueil et, le jour même, le cadet de Gascogne leur servait de second dans un duel contre Jussac, Biscarrat et Cabusac. M. de Bernajoux s'adjoignit à eux pour compléter le quadrille.

De toutes ces circonstances, Dumas a tiré parti habilement. Non moins habilement il a esquissé la verte semonce que Tréville fit à d'Artagnan à propos de la femme d'un cabaretier chez qui il logeait. Cette femme est devenue la charmante Mme Bonacieux, filleule de La Porte et victime de son dévouement envers la reine et de son amour pour d'Artagnan. Ce dernier eut une carrière militaire presque aussi brillante que celle de Tréville. En 1644, il passe en Angleterre comme gentilhomme du comte d'Harcourt, porte les armes pour le roi Charles, de malheureuse mémoire, et prend part à une bataille livrée par le prince Robert au comte d'Essex ; circonstances qu'on retrouve dans *Vingt ans après*. Plus souple que Tréville, d'Artagnan gagne les bonnes grâces de Mazarin qui l'admet au nombre de ses gentilshommes et lui confie diverses missions en Allemagne et en Angleterre. Il prend part aux sièges de Landrecies, de Valenciennes, est

nommé sous-lieutenant de mousquetaires en 1658, et se maria. C'est lui que est chargé de s'assurer de la personne du surintendant Fouquet qu'il arrête à Nantes. Louis XIV, qui l'avait en grande estime, le nomma tour à tour lieutenant des mousquetaires, brigadier des armées, puis maréchal de camp. En 1673, il suivait le roi au siège de Maestricht lorsqu'il fut tué, le 25 juin, à la seconde attaque de la demi-lune.

Des trois mousquetaires, ses amis, l'histoire est moins brillante. Aramis était, de son vrai nom, Henri d'Aramitz, écuyer, abbé laïque d'Aramitz, en la vallée des Baretons, sénéchaussée d'Oloron. Il entra aux mousquetaires en mai 1640, en même temps qu'Athos. On ne sait rien, ni de ses services, ni du grade auquel il parvint; on connaît seulement qu'il assista souvent d'Artagnan de son épée, une fois entre autres, dans des circonstances si plaisantes que nous passons la parole à d'Artagnan lui-même qui les racontera,— que le lecteur nous pardonne—avec la franche liberté de l'époque :

“A son retour de Londres—vers le fin de l'année 1643—d'Artagnan, accompagné de M. des Essarts, alla chez la reine d'Angleterre lui donner quelques nouvelles de la lutte que Charles Ier soutenait contre le Parlement. “Cette princesse, dit-il, me reçût fort bien, et me demandant si j'avois vû le Roi son mari, et les Princes ses enfans, elle m'interrogea ensuite sur ce que je pensois de ce païs-là. Après que j'eus satisfait à sa demande, je lui répondis sans hesiter, quoi qu'il y eût deux ou trois Anglois avec elle, et même quatre ou cinq Angloises dont la beauté meritoit que j'eusse plus de complaisance, que je trouvois l'Angleterre le plus beau païs du monde, mais habité par de si mechantes gens que je prefererois toujours toute autre demeure à celle là, quand même on ne m'en voudroit donner une que parmi les ours; qu'en effet il falloit que ces peuples fussent encore plus feroces que les bêtes pour faire la guerre à leur Roi, et pour lui avoir demandé de chasser d'auprès de lui une Princesse qui devoit faire leurs délices, pour peu qu'ils eussent de connoissance et de jugement.”

“Un gentilhomme anglais, nommé Cox, s'offensa de ce discours. Le lendemain, il envoya un de ses compatriotes à d'Artagnan pour le prévenir qu'il désirait le voir l'épée à la main, derrière les Chartreux, à l'endroit même où peu de

jours auparavant M. du Plessis-Chivré avait été tué en se battant en duel contre le marquis de Cœuvres, fils aîné du maréchal d'Estrées.

“Le jeune cadet aux gardes était friand de la lame ; il accepta le défi et passa aussitôt à l'hôtel des mousquetaires pour prier celui de ses trois amis qu'il y rencontrerait de lui servir de second. Il tomba sur Aramitz qui venait de prendre une médecine. Mis au fait, le mousquetaire se jeta hors du lit, et, passant son haut-de-chausse, il déclara, malgré toutes les objections de d'Artagnan, que, pour une médecine de plus ou de moins dans le ventre, il ne laisserait pas de suppléer Athos ou Porthos.

“Aramitz fit d'abord assez bonne contenance ; mais, à peine arrivé sur le terrain, il se sentit pressé par des tranchées atroces et laissa voir sur son visage les efforts qu'il faisait pour se retenir. Son adversaire lui dit en gouaillant “qu'il trembloit de bonne heure, et que si, pour le tâter seulement de la main, il lui arrivoit ce que l'on sentoit présentement, qu'est-ce que ce seroit lorsqu'il le tâteroit avec son épée.

“Aramis qui étoit toujours de moment à autre pressé de plus en plus de ses tranchées, et qui avoit davantage à souffrir des peines qu'elles lui faisoient qu'il n'aprehendoit son épée, prit le parti alors de lâcher la gourmette à son ventre, pour n'en être plus tant incommodé ; l'Anglois qui avoit bon nez se recula bien vite de peur d'en être empoisonné, mais quoique tout son soin fut alors de se le bien boucher avec la main, il fut obligé dans ce moment de quitter cette precaution pour en prendre une autre : Aramis s'en vint à lui l'épée à la main sans le marchander et l'Anglois craignant qu'il n'en fut de lui comme d'un Maréchal de France que l'on disoit n'aller jamais au combat qu'il ne lui prit la même incommodité, et qui cependant se faisoit craindre plus que nul autre de tous ceux qui avoient affaire à lui, il quitta le soin qu'il avoit pour en prendre un autre qu'il crût nécessaire ; il songea à se deffendre, mais il le fit si mal qu'à peine Aramis le peut-il joindre, tant il savoit bien lacher le pied. Aramis lui demanda alors par forme de ressentiment qui avoit plus de peur des deux, et si c'étoit là ce qu'il avoit voulu faire accroire quand il lui avoit dit qu'il le feroit bien trembler autrement qu'il ne le faisoit quand il viendroit à le tâter avec la pointe de son épée, et en même temps, il lui allongea un coup de sa rapière qui l'atteignit, sans pourtant le mettre hors de combat.”

“Cox demanda merci après avoir reçu deux blessures, et, suivant l’usage des duels de cette époque, d’Artagnan allait se porter contre le second gentilhomme anglais, lorsque celui-ci rendit son épée à Aramitz en s’excusant de ce qu’il avait pu lui dire de désobligeant.

“Les deux Anglois s’en estant allés en même temps sans nous redemander leurs armes que nous avions envie de leur rendre,—ajoute d’Artagnan,—Aramis entra dans une Maison au Fauxbourg Saint Jaques, où, pendant qu’il se fit allumer du feu pour changer de linge, il me pria de lui aller acheter une chemise et un calleçon. Je pris l’un et l’autre chez la première lingère tels que je les pûs trouver, et l’ayant ramené ensuite chez lui, je le quittai tout aussi-tôt pour aller voir ma Miledi.”

*Athos* sous qui Dumas cache un certain comte de La Fère, et dont il fait un parfait gentilhomme, un grand seigneur beau de visage, d’esprit et de manières, était en réalité Armand de Sillègue d’Athos. Il tenait son nom d’un tout petit village situé aux portes de Sauveterre de Béarn, entre cette ville et Oraas, sur la rive droite du gave d’Oloron. On ne sait rien de lui, sinon qu’il mourut à Paris en 1643 et, semble-t-il, dans quelque duel. Quant à *Porthos*, le bon géant, plus fort que spirituel, il était de Pau, et s’appelait de son vrai nom Isaac de Portau. C’est au commencement de 1642 qu’il obtint la casaque de mousquetaire. On ignore quelle fut sa carrière militaire.

Tel est le fruit des savantes recherches que M. Jean de Jaurgain nous présente dans un livre fort curieux et documenté. Elles illustrent sans sécheresse, comme un crayon fidèle, le célèbre roman de Dumas et mettent, en regard du portrait fantaisiste, l’image réelle des héros qui n’y perdent pas toujours, puisque chacun d’eux garde, même dépouillé de sa verve gasconne, la crâne allure du soldat français.

Cela dit, rendons malgré tout justice au père Dumas, comme on l’appelait familièrement, et confessons que son roman, que je viens de relire pour la circonstance, est un chef-d’œuvre malgré tous les défauts qui le constituent; défauts énormes disons-le, aussi énormes que son auteur lui-même.

Certes, cela n’est pas écrit, et je comprends, sans l’approuver complètement d’ailleurs, le dédain et le haussement d’é-

paules des adeptes de "l'écriture artiste". Le procès de Dumas écrivain est facile à faire. Celui du psychologue l'est encore davantage, et quant à celui de l'historien ; oh, là ! là ! Quelle audace, audace de nègre, que celle qui fait parler tous les rois de France, de Charles IX à Louis XVI, avec la même aisance ! Cette histoire de France que raconte Dumas, et qui semble se passer dans les coulisses d'un théâtre à mélodrames de l'ancien Boulevard du Crime, refait sans pudeur les traités les plus établis, les plus célèbres, et met la fortune d'un royaume entre les mains d'une fille de chambre. Rappelez-vous, entre autres choses, cet enlèvement de Mazarin par nos trois éternels mousquetaires, dans *Vingt ans après*, et leurs conditions dictées sans vergogne par ceux-ci au tout-puissant cardinal qui tremble dans sa soutane rouge comme un enfant dans son maillot. Les reproches ne s'arrêteront pas là, et certes un censeur chagrin et sévère pourrait tout condamner en bloc sans qu'on ait un argument sérieux à lui opposer sur ce terrain. Mais, malgré cela, je soutiens le mot de chef-d'œuvre, et il faut avouer que la verve, l'esprit emportent tout dans ce livre, et qu'on ne songe plus, en le lisant, à feuilleter sa chronologie, comme un répétiteur, ou à repasser les détails d'uniforme comme un adjudant. Pendant plus de cinquante ans, ces livres ont entretenu dans les masses le goût bien français de la bravoure un peu casse-cou et vantarde, mais sincère, et tel gamin qui lisait en sortant de l'atelier la prise du bastion Saint-Gervais dans les *Trois-Mousquetaires* eût été capable de se faire tuer devant l'ennemi, ou sur les barricades comme Gavroche, lequel aurait certainement lu Dumas, si on père, Hugo, l'avait laissé vivre quelques années de plus. D'ailleurs, ce goût n'est pas mort, et le succès si mêlé de *Cyrano de Bergerac* en est une preuve. N'est-ce pas un frère littéraire de d'Artagnan, ce dernier cadet de Gascogne ? Mais si ; il l'a même connu et, quand il vient de tuer, au premier acte, en récitant une ballade, ce ridicule marquis échappé aux ruelles des précieuses, quelqu'un le complimente sur son adresse à l'épée, et c'est d'Artagnan. Ce rappel du héros, n'est-ce pas comme un hommage de Rostrand au père Dumas et le salut de la plume pareil au salut de l'épée ?

**Gauthier-Ferrières.**

---

## La poésie populaire

---

En novembre de l'année 1853, les doctes membres des sociétés de Belles-Lettres de la province éprouvèrent une grande surprise. Elle était causée par la réception d'une circulaire officielle, qui leur demandait de collaborer à la formation d'un recueil de poésies populaires. A cette circulaire étaient jointes des instructions dues à la plume experte de M. Ampère, professeur au Collège de France, et qui ne laissaient aucun doute sur le genre de collaboration que l'on sollicitait. Nos savants provinciaux n'en revenaient pas. Eh quoi ! on leur demandait de s'arracher à leurs travaux académiques, pour rechercher des poésies informes, sans rimes et sans mesure ; des paysanneries grossières, des élucubrations d'illettrés. Et tout ce galimatias devait former un recueil ! C'était à n'y point croire.

Cependant un décret impérial avait consacré le projet. Il s'agissait de combler une lacune, affirmait M. Ampère et il ajoutait :

“ Cette lacune a pour cause un dédain irréflecti né des habitudes un peu mondaines que notre littérature avait, peut-être, trop empruntées à notre ancienne société, dont elle offrait une si brillante image. Ce préjugé doit disparaître dans nos temps nouveaux ; on peut dire qu'il s'est déjà considérablement affaibli.”

Et comme pour l'achever, Ampère lui décochait cette flèche :

“ Montaigne avait admirablement compris et exprimé, avec son bonheur ordinaire de langage, le mérite d'une poésie naïve et vraie comme son propre génie.

“ La poésie populaire et purement naturelle, disait-il, a des naïvetés et grâces, par où elle se compare à la principale beauté de la poésie parfaite selon l'art, comme il se voit en villanelles de Gascoigne et aux chansons qu'on nous rapporte des nations qui n'ont connaissance d'aucune science, ni même d'écriture. La poésie médiocre, qui



“ s'arreste entre deux, est desdignée, sans honneur et sans prix.”

Et Ampère poursuivait :

“ Dans le siècle suivant, le grand peintre de l'homme, Molière, parlant par la bouche d'Alceste, mettait au-dessus de la poésie à la mode parmi les beaux esprits de son temps, cette simple chanson populaire :

Si le roi m'avait donné  
Paris sa grand'ville...

Ampère ignorait-il que de son temps à lui, il y avait encore, parmi les membres des Sociétés de Belles-Lettres, bon nombre de beaux esprits? Non, sans doute, mais il ne jugeait pas inutile, à cette occasion, de jeter quelques pierres dans leur jardin, afin de les tenir en respect. Il oubliait que les beaux esprits ne sauraient s'en laisser imposer, fût-ce par Molière, et, cette fois encore, ils le firent bien voir en se déclarant pour Oronte contre Alceste.

\*

\* \*

Le recueil officiel de poésies populaires ne vit jamais le jour, faute, évidemment, d'envois suffisants. En revanche, quelques membres, et non des moindres, de nos sociétés savantes, publièrent diverses études sur les résultats de leurs recherches. Ces études sont piquantes en ce sens que leurs auteurs y dépensèrent beaucoup de science pour expliquer des choses qui n'en ont point, et pour arriver, en fin de compte, à établir que notre folklore national ne mérite guère qu'on s'y intéresse.

“ Il faut, écrivait l'un d'eux, une certaine indulgence pour apprécier ces compositions informes qui plaisent, précisément, par leur négligente rusticité... De plus, ces chanteurs anonymes vont généralement à l'aventure, sans but déterminée et sans s'enfermer dans un cadre précis, en sorte que leur succès semble dû, la plupart du temps, à des idées fort simples de religion, d'amour et de plaisir; et surtout au retour de la rime, des assonances et des refrains, qui souvent en tiennent lieu...”

“ Cependant quels que soient les défauts de ces chansons, nous croyons qu'à une époque de culture intellectuelle avancée et comme la nôtre, il peut y avoir plaisir et profit à

écouter ces chants primitifs... Il s'y rencontre, de temps en temps, d'utiles renseignements pour l'étude des mœurs et des anciens usages....”

Tous les érudits ne montrèrent point cet esprit conciliant. En voici un, par exemple, qui, au début de son ouvrage, pose en principe que l'idéal est dangereux chez le peuple, parce qu'ils dès apprend de la réalité. Il s'ensuit que rien ne peut plus contenter cet homme sévère ; il trouve mauvaise, tantôt telle production à cause de sa rêverie, tantôt telle autre en raison de son réalisme. Les chants religieux, eux-mêmes n'échappent point à ses critiques, et il constate sans regret, que la plupart de ceux-ci ont disparu avec les pèlerinages qu'il compare, en passant, à des courses au clocher, bien représentées, selon lui, dans la *Grande Chanson des pèlerins de Monsieur Saint-Jacques* :

Quand je fûmes dedans les landes,  
 Bien étonnés,  
 J'avions l'iau amont les gambes,  
 De tous côtés,  
 Compagnons, nous faut cheminer,  
 En grande journée,  
 Pour nous tirer de ce pays  
 De grande rousée.

Notre érudit constate que les pieux voyageurs ne s'en tiraient pas toujours, malgré leurs hymnes. Nouvelle preuve sans doute, que l'idéal désapprend de la réalité. Peut-être les pauvres pèlerins engloutis autour du Mont-Saint-Michel n'avaient-ils pas entendu le flot monter lorsqu'ils chantaient :

Toi qui commandes à ces flux,  
 Et reflux,  
 Fais qu'aucun mal ne me grève,  
 Et défends ton pèlerin  
 Au chemin,  
 Quand il passera la grève.

Le même auteur est loin d'avoir plus d'indulgence pour les chants profanes. A propos d'une délicieuse ronde de la Saint-Jean, il s'écrie : “C'est de la gaudriole dans la bouche d'une femme éhontée !” Et alors il cite le texte en se couvrant la face :

Voici la Saint-Jean,  
L'heureuse journée  
Où nos amoureux  
Vont à l'assemblée.

Marchons, joli cœur,  
La lune est levée.

Il est vrai qu'à la fin de la chanson cette "femme éhontée", forme le souhait de se marier bientôt.

Bornons-là nos extraits, mais il faut signaler cette dernière singularité : c'est le besoin qu'éprouvèrent les auteurs de ces études, de faire intervenir tous les écrivains de l'antiquité, depuis Homère jusqu'à Virgile, et de faire voyager le lecteur, depuis l'Islande jusqu'aux Indes, en passant par la Laponie.

Avant la naissance du monde...

aurait dit Petit-Jean qui, évidemment, appartenait à la même école.

\*  
\* \* \*

L'on est enfin arrivé, aujourd'hui, à une plus juste appréciation de la littérature populaire, grâce surtout à quelques grands écrivains qui s'en firent les défenseurs ardents. Il convient de citer à leur tête, l'exquis poète de la campagne, André Theuriet. Nul mieux que lui, peut-être, n'a exprimé le charme ingénu de nos chansons paysannes. Il a montré que leurs soi-disant défauts constituaient au contraire leurs principales qualités : effacement de l'auteur derrière la scène, absence de rhétorique raisonneuse, mouvement, rapidité, spontanéité.

Comme l'a très bien dit M. le comte de Puymaigre dans la préface de son recueil des *Chants du pays Messin*, "la poésie populaire n'a pas longue haleine, elle ne fait point de récits détaillés, elle se passe d'exposition, elle entame le sujet brusquement par le point qui lui semble le plus intéressant. Elle n'indique pas les changements de lieux, elle fait passer, sans avertir, d'une scène à une autre, elle ne donne pas la parole à tels ou tels personnages, ils la prennent d'eux-mêmes."

Cela est contraire, certainement, à toutes les règles, mais combien l'expression en est plus vive ! Elle jaillit parfois,

tel un éclair, comme dans cette chanson au XVIII<sup>e</sup> siècle où deux courtes strophes suffisent pour nous faire pénétrer au cœur d'un drame.

Le roi a fait battre tambour  
 Pour voir toutes ces dames ;  
 Et la première qu'il a vue  
 Lui a ravi son âme.

Marquis, dis-moi, la connais-tu,  
 Quelle est cette jolie dame ?  
 Le marquis lui a répondu :  
 Sire roi, c'est ma femme !

Il a donc fallu près d'un demi-siècle d'hésitation et de tâtonnement pour arriver aux résultats qu'Ampère escomptait dès le commencement du second Empire. L'on peut constater, en effet, que la plupart des recueils de vieilles chansons des pays de France sont de publication récente. On a fini, malheureusement, par où l'on aurait dû commencer, et il en est résulté une perte irréparable. Si les premiers commentateurs de nos poésies populaires avaient d'abord livré à la publicité le résultat de leurs recherches, au lieu de se lancer dans les réflexions que l'on sait, nous n'aurions pas à déplorer, maintenant, la disparition de tant d'œuvres curieuses et charmantes, sombrées sous le flot toujours montant de la centralisation. Les quelques épaves qui surnagent, avivent encore nos regrets. Qui nous rendra, par exemple, les vieux chants professionnels ? celui des faucheurs, d'allure si majestueuse :

C'est trois faucheux qui s'en vont fauchant  
 Au grand vent qui vente

Celui des muletiers, d'un tour si alerte :

Un mulet, deux mulets, trois mulets,  
 Sur la côte voyez-les.

ou encore cet autre, plein de malice, que chantaient les sabotiers :

Ma grand'tante disait toujou  
 Qu'y avait un loup  
 Au bout de la prée.  
 Ma grand'tante une fois y fut :  
 L'an ne la point r'vue  
 L'aurait-il mangée?

Sabotons, saboteux.

Nos vieilles chansons ont presque partout cédé la place aux romances pleurnichardes, aux chansonnettes stupides, et trop souvent graveleuses, importées par les grandes villes. Ces gaudrioles sont surtout navrantes à entendre dans nos plaines, aux heures sacrées des semailles ou des moissons. Mais les jeunes campagnards ne savent plus d'autres chants, et ils sont aussi fiers d'hurler la dernière scie parisienne, que de se montrer en complet bourgeois, aux côtés d'une plantureuse fermière affublé d'un chapeau cloche et d'une robe fourreau. O mode ! que de crimes l'on commet et ton nom !

\*  
\* \* \*

Les folkloristes n'ont donc plus maintenant d'autre ressource que d'interroger les vieillards, mais combien peu se prêtent à cet interrogatoire et parmi les mieux disposés à le subir, combien peu se rappellent le chansonnier de leur jeunesse ! Il faut aider leur mémoire engourdie, noter patiemment des lambeaux de phrases, des fragments de couplets, et savoir se contenter, le plus souvent, d'un très maigre butin avec l'espoir de le compléter par la suite. D'ailleurs, ce n'est pas tout, il faut encore rechercher les airs, complètement indispensable des paroles. C'est là peut-être le plus difficile de la tâche, car, comment saisir dans la psalmodie d'une voix usée et chevrotante la fine musique d'autrefois ?

Il est rare de retrouver, d'un coup, une chanson entière et intacte ; aussi, le chercheur consciencieux est-il souvent fort embarrassé de choisir entre plusieurs versions aussi diverses que déformées. Il doit dans beaucoup de cas se résoudre à une fusion, à un arrangement qui lui est personnel. Cela explique pourquoi certains auteurs, peu scrupuleux en matière de document, ne peuvent résister à la tentation de refondre complètement les pièces qui tombent entre leurs mains. Le croirait-on, ce genre de retapage est en passe de devenir une

branche de l'industrie du vieux-neuf. La manière de procéder est la suivante : l'on débarque un beau matin dans un village et l'on se rend au meilleur cabaret de l'endroit. Il est fait alors savoir, par l'intermédiaire du patron de l'établissement, que tous ceux qui se souviennent de quelque vieux refrain n'ont qu'à venir les chanter pour bénéficier d'une "tournée". En général la pratique ne manque pas et "l'enquêteur" repart avec quelques fragments qui lui permettront de refaire des ensembles truqués, vieillis et patinés, auxquels s'ajoutera même cette fausse marque de garantie : "Chanté par un tel de tel endroit". Mais est-il besoin d'ajouter que ces pastiches, si bien faits soient-ils, trahissent toujours leur véritable origine ?

La facture populaire est inimitable ; les poésies nées spontanément au sein des masses ont des trouvailles d'expression, des vivacités d'images qui échappent au métier.

Écoutez cette jeune femme, épouse d'un vieux mari, nous dépeindre en deux mots le visage grimaçant de celui qu'elle a pris uniquement pour son argent :

La barbe li branle,  
La barbe li rit.

Autre part, pour exprimer son ennui, elle s'écriera :

Ah ! j'en suis saouïe de mon homme  
Ah ! l'aurai-je toujours !

Lorsque plus tard, après une longue absence, elle rentrera au domicile conjugal pour y trouver son mari mort et enseveli, elle reprendra la toile du linceul.

Qui n'était point faite pour li

Enfin, lorsque les cloches sonneront le glas, elle poussera cette exclamation d'égoïsme féroce :

Il est mort et moi je vis !

Si nous passons à d'autres genres, où voir tableau plus vigoureux et plus réaliste, que dans cette scène du retour de Renaud mortellement blessé ?

Quand Renaud de la guerre revint  
Tenant ses tripes dans ses mains.

Où trouver accent plus désespéré, que dans cette supplique de l'épouse :

Ma mère, dites au fossoyeur  
Qu'il fasse une tombe pour deux.

Et ailleurs, peut-on exprimer avec plus de grâce un amour partagé, que dans ces strophes :

J'aimerai mon ami  
De bonne amour certaine,  
Car je sais bien qu'il m'aime  
Et aussi fais-je lui !

Et puis qu'il est ainsi,  
Que je sais bien qu'il m'aime,  
Je serais bien vilaine  
D'aimer autre que lui !

Existe-t-il dans la poésie lyrique un cri plus passionné que ces quatre vers :

Ah ! soleil, fonds ces rochers,  
Ah ! terre, bois ces rivières,  
Que je puisse regarder  
Mon ami qui est derrière !

Dans les impressions de nature la muse populaire est sans égale.

C'est la gloire d'un lever de soleil qu'évoque cet appel de berger :

Hé ! levez-vous, bergère,  
Hé ! levez-vous, car il est jour,  
Les moutons sont en plaine,  
Le soleil luit partout.

Nous sentons la caresse d'un vent d'été dans ce simple refrain :

C'est l'vent qui vole, qui frivole,  
C'est l'vent, c'est l'vent frivoltant.

Et encore les paroles ne sont rien, détachées de la musique.

La chanson du petit pastour qui s'en va flutian,  
Le long des grands chemins

et dont la flûte raconte qu'il fait bon d'aimer la fille de son voisin, est mélancolique et profonde comme la tombée du crépuscule. C'est l'écho de cette flûte que la petite voisine écoute dans le vent du soir :

Au jardin, mon père a une ente  
Toujours fleurie quand avril entre  
J'y ai par mainte fois été,  
Tant en hiver comme en été,  
Oùir le vent très doux qui vente.

L'on pourrait multiplier ces exemples, mais heureusement, il n'est plus besoin aujourd'hui de défendre nos poésies populaires, puisqu'un mouvement très accentué s'est créé en leur faveur. Souhaitons qu'elles entrent, ainsi que le voulait André Theuriet, comme un élément important, dans le nouveau régime de l'esprit, et que leur élan primesautier, leur fraîcheur, leur naturel, provoque l'éclosion d'un art vraiment original et foncièrement français.

**Léon Leclerc.**



---

# La Persécution Allemande en Pologne

(EXTRAITS)

---

La Pologne qui a connu, comme chacun le sait, des jours de gloire et de prospérité, a été, dès le seizième siècle surtout, troublée par des divisions intestines qui allèrent depuis en s'accroissant, si bien qu'au dix-huitième siècle on disait en Pologne même : "Notre pays a assez de gloire et de richesses, mais il lui manque une chose essentielle : un gouvernement." Je n'ai pas à redire ici comment et pourquoi les Polonais se divisèrent et comment les factions amenèrent dans tout le pays les querelles, le désordre et l'anarchie. Mais il arriva fatalement ce qui devait arriver, c'est que les voisins puissants, auxquels les Polonais eurent recours, parurent un moment disposés à les aider à sortir de leur anarchie, puis révélèrent bientôt leurs perfides desseins et leurs ambitions avides, en provoquant et en amenant les partages de 1772, 1792 et 1795. Le mot : *Finis Polonia*, attribué fausement à Kosciusko, était cependant alors justifié. La Pologne paraissait rayée pour toujours des nations de l'Europe, et le sort cruel qu'elle subissait, elle l'avait mérité par ses divisions et ses désordres, par le délaissement dans lequel elle avait laissé tomber son armée, sa marine, ses ressources militaires et son administration. Une population molle et indifférente, une noblesse égoïste et folle de plaisirs, une religion mal entendue ou inobservée, des querelles et des abus de tout genre, telle était la cause des démembrements qui furent la honte du dix-huitième siècle. Certes, il restait encore bien des patriotes en Pologne, mais, quelle que fût leur vaillance, ils étaient impuissants à réagir contre le désastre national. Une partie lutta quelque temps contre les oppresseurs et se fit tuer ou jeter dans les fers. Une autre alla offrir ses services à la Turquie ou à la France. Sous le premier Empire, la légion polonaise se montra d'une bravoure et d'une fidélité incomparables. Nul n'a oublié, entre autres noms glorieux, celui du général prince Poniatowski. En 1807 brilla tout à coup un rayon d'espoir. Napoléon créa

le grand-duché de Varsovie et laissa croire aux Polonais que leur royaume allait ressusciter. On se rappelle par quelles vicissitudes passa la politique impériale et comment Napoléon tomba du trône sans avoir tenu ses promesses et sans avoir su s'arrêter à un plan déterminé. Le Congrès de Vienne, ratifiant le passé, attribua la Galicie à l'Autriche ; la Posnanie, Danzig et Thorn à la Prusse, Varsovie et le reste à la Russie, tout en promettant aux Polonais une représentation et des institutions qui leur conserveraient leurs traditions et leur nationalité. Malgré le traité spécial conclu entre la Prusse et la Russie le 2 mai 1815, ces promesses ne furent, en réalité, qu'un leurre. En 1831, la Pologne, qui était traitée avec barbarie par les Russes, se souleva contre eux. Cette révolte échoua et fut atrocement réprimée. Mêmes insuccès et mêmes répressions en 1846 et en 1863. Quatre ans après, le roi de Prusse parut confirmer les promesses faites par son prédécesseur en 1815, mais, là encore, ce ne fut qu'une promesse. La Pologne, se laissant aller à une surprenante apathie, ne réagit point contre ceux qui l'opprimaient. De 1815 à 1870, la noblesse laissa tomber une partie de ses biens dans les mains allemandes. L'indifférence de la population ne commença à se ralentir que le jour où elle comprit enfin que son existence était en jeu et qu'on voulait détruire la nationalité, les mœurs et les traditions polonaises pour y substituer la nationalité et les mœurs allemandes. Je n'ai pas à m'occuper en détail, dans cette étude, de ce qu'ont fait et font encore les Polonais de Russie et d'Autriche qui, ceci dit en passant, n'ont pas à subir actuellement de leurs dominateurs un despotisme pareil à celui qu'exercent les Allemands, mais, au contraire, se trouvent dans une situation pacifique et relativement prospère.

L'étude que je poursuis ne porte, en réalité, que sur cette partie de la Pologne qui est soumise à l'autorité allemande, c'est-à-dire la Posnanie, la Haute-Silésie, les districts le Danzig, Marienwerder et Königsberg.

Un souffle d'indépendance commençait à s'élever dans quelques-unes de ces régions, lorsque éclata la guerre entre la Prusse et la France. Les Polonais, qui nous étaiement naturellement sympathiques, espérèrent un moment que nous serions vainqueurs, et firent des vœux pour nous, croyant que la défaite de la Prusse serait le commencement de leur délivrance. Leur déception et leur douleur furent grandes

quand ils apprirent le désastre de Sedan. Ils n'eurent plus de doute sur le sort qui les attendait le jour où ils virent à Posen, à Gnesen et ailleurs, des bandes de Prussiens se ruer contre leurs demeures, et briser leurs vitres en criant : "Sus aux Polonais !" C'était le signal des violences qui allaient suivre la guerre contre la France. En effet, dès 1871, l'attitude des autorités devint menaçante et le comte de Bismarck, qui avait toujours détesté la Pologne, ne chercha plus à la ménager. Voulant assurer à tout prix, *igni et ferro*, l'unité de l'empire allemand, il résolut de venir à bout de ces Polonais gênants qui, en Silésie et en Posnanie, formaient plus des trois quarts de la population. Pour les détruire, ou tout au moins pour les réduire, il s'en prit, comme en Prusse, à la religion, puis à la nationalité. Contre l'Église catholique, il dirigea un *Culturkampf*, aussi violent que celui qu'il avait fait naître dans son propre pays. Contre les prêtres, contre les fidèles et les patriotes polonais, il employa les mesures les plus rigoureuses, expulsant les suspects, fermant les couvents, chassant les religieux, jetant en prison ou proscrivant les rebelles, essayant enfin de germaniser le sol lui-même. Il répandait l'or à pleines mains pour donner la terre polonaise à des colons allemands et protestants. Mais il rencontra sur tous les points, aussi bien en matière religieuse que pour le sol national, une résistance qui le surprit. L'apathie et l'indifférence des Polonais avaient cessé. Loin de les abattre, le malheur les avait relevés. "Notre pays, disaient-ils, bien qu'incorporé depuis cent ans à la monarchie prussienne, est polonais depuis des siècles et le restera." Je vais résumer rapidement ce qui se passa depuis cette époque jusqu'à cette année, car il est important que ce résumé soit fait, afin d'éclairer nettement la situation actuelle.

\*

\* \*

Un arrêté du 7 mai 1883 avait rendu la langue allemande obligatoire en Pologne. Un autre arrêté, du 1er mars 1887, avait formellement exclu la langue polonaise des écoles. D'autre part, un règlement paru en janvier 1886 ouvrait au gouvernement un crédit de 100 millions de marks "pour protéger la propriété allemande dans les provinces de l'Est", c'est-à-dire pour acheter les terres polonaises et les revendre à des immigrants allemands. Mais les Polonais, sans se décourager, luttèrent aussi bien pour défendre leur langue

que pour défendre leur sol, soit par l'enseignement du polonais donné en dehors de l'école, soit par la création de banques opposées à la Commission officielle de colonisation. La disgrâce imprévue de Bismarck, en 1890, amena quatre années de répit. Le nouveau chancelier, le général comte de Caprivi, ne parut pas vouloir suivre la politique violente de son prédécesseur, aidé en cela par Guillaume II qui tenait à inaugurer son règne par des apparences pacifiques. Il avait d'ailleurs besoin au Reichstag des suffrages des Polonais pour le vote des crédits relatifs à l'armée et à la marine. Jusqu'en 1894, il sut habilement en tirer profit. Bismarck, furieux de sa disgrâce et exaspéré contre les Polonais, qui n'avaient pas caché leur satisfaction, dénonça dans son journal, *les Nouvelles de Hambourg*, la faiblesse de Caprivi et excita la presse reptilienne et ses partisans contre la politique impériale. Il contribua à fonder l'*Ost-Mark-Verein* ou Société de défense des Marches orientales avec l'appui de trois hommes dont le fanatisme est la seule célébrité, Hanssmann, Kennemann et Tiedemann. Leurs initiales, H, K, T, formèrent le nom du nouveau parti, *les Hakatistes*, parti acharné contre les Polonais et qui poursuit, actuellement encore, sa politique de guerre et de ruses. Au chancelier de Caprivi succéda le chancelier de Hohenlohe, qui reprit avec passion la politique de Bismarck, sous prétexte de défendre le Deutschtum contre le Polentum, le Germanisme contre le Polonisme. Guillaume II qui, pendant quelques années, avait paru favorable aux Polonais et s'était même lié avec un de leurs plus influents chefs, M. de Koscielski, se fâcha contre eux le jour où les députés polonais, unis au Centre, crurent devoir refuser leurs voix à un nouveau projet d'augmentation de la marine allemande. Un discours imprudent de Koscielski mit le feu aux poudres et le Hakatisme, sûr cette fois de l'adhésion impériale, rentra en scène. Au prince de Hohenlohe succéda le comte de Bulow, qui allait se montrer plus vigoureux que lui. Les Hakatistes se crurent les maîtres et agirent en conséquence. Mise en interdit des magasins polonais, défense aux soldats polonais d'aller entendre des prédications dans leur langue maternelle, remplacement du catéchisme polonais par le catéchisme allemand, suppression des conférences et des réunions particulières, visites domiciliaires chez les étudiants suspects de polonisme, saisie des œuvres de Mickiewicz et de Sienkiewicz,

lacération des cahiers scolaires où figuraient des devoirs en polonais, suppression des dénominations géographiques, des étiquettes, des cartes et des affiches en polonais, bref tous les arbitraires et toutes les iniquités furent permis aux agents allemands.

Le ministre de l'instruction publique, M. de Studt, à qui son zèle mérita la décoration enviée de l'Aigle noir, avait décidé que l'enseignement religieux dans les écoles ne serait plus donné qu'en allemand. Les petits Polonais, qui ignoraient cette langue et n'avaient pas envie de l'apprendre, étaient par le fait condamnés à vivre sans la moindre notion de leurs devoirs religieux. En secret leurs parents les instruisaient et les décidaient à refuser d'étudier le catéchisme dans une autre langue que la langue maternelle. A ce refus, répondirent des remontrances, des punitions, des châtimens sévères de tout genre. Mais rien n'y faisait. Le procès de Thorn, qui aboutit à condamner à l'emprisonnement quarante étudiants coupables d'avoir étudié l'histoire et la littérature polonaises, l'affaire de Wreschen (20 mai 1901) où de nombreux enfants roués de coups et des mères révoltées mises en prison; l'odieuse jugement de Gnesen (novembre 1901) où vingt personnes, femmes et enfants, furent condamnées à un total de dix-sept années de détention, ne vinrent pas davantage à bout de la résistance opiniâtre des Polonais. En France, en Autriche, en Russie, en Allemagne même, plus d'un s'indigna. Henryk Sienkiewicz adressa, de Cracovie au tsar, une lettre admirable qui flétrissait les bourreaux de Wreschen et de Gnesen et fit sensation en Europe. Une souscription nationale répondit à cette lettre et détermina ainsi une imposante manifestation à laquelle prirent part la noblesse, la bourgeoisie, le peuple polonais. Le retentissement en fut considérable. Les Galiciens, jadis favorables à l'alliance allemande, ne voulaient plus être dupes et songeaient à la solidarité slave. Les Tchèques irrités préconisaient une politique qui débarrassât l'Autriche-Hongrie de la domination allemande et dénonçaient au Reichsrath les brutalités de Wreschen et de Gnesen. Un mouvement antigermanique se produisait en Galicie comme en Posnanie. Le consulat de Lemberg était assailli, et le comte Goluchowski se voyait obligé, le lendemain de l'émeute, d'aller exprimer ses regrets à l'ambassadeur d'Allemagne, sans avoir toutefois interdit en Autriche la souscription en faveur des victimes de Gnesen.

La presse allemande ne voulait pas reconnaître l'odieux des mesures employées contre les Polonais. Elle disait que l'inspection scolaire avait montré qu'il fallait soutenir le Deutschtum à tout prix, car "non seulement les écoliers polonais n'apprenaient pas l'allemand, mais les écoliers allemands se polonisaient". Cependant, ces dires et ces mesures offensaient d'autres journaux comme la *Christliche Welt* et la *Germania* qui faisaient cette remarque: "Quel ne serait pas le *Furor teutonicus* de Memel à Trèves, si dans une localité de la Galicie, on agissait à l'égard d'écoliers allemands comme on avait agi à Wreschen à l'égard d'écoliers polonais?"

Lors de l'interpellation discutée en décembre 1901 au Reichstag, le prince Radziwill fit observer que les derniers événements avaient surpris ou indigné l'Europe, et que le devoir du gouvernement allemand était de laisser enseigner en polonais l'instruction religieuse, attendu que nul habitant de la Pologne ne songeait à exciter les enfants contre l'autorité allemande. Le comte de Bulow nia que les événements de Wreschen eussent impressionné l'étranger et déclara hautement qu'il empêcherait "l'Allemand d'être écrasé dans les provinces orientales de l'empire". Cependant, en Autriche, on avait protesté au Reichsrath contre ces violences et contre une politique qui s'inspirait des théories de la fable célèbre: *le Loup et l'Agneau*. En Russie, on qualifiait cette politique d'intolérance arrogante. "L'œuvre du second Chamberlain, disait-on, sera néfaste pour l'Allemagne... Ses voisins sont forcés d'écouter et de regarder ce qu'elle fait, et ils ne peuvent pas ne pas regretter qu'elle agisse de manière à éveiller l'inquiétude et l'agitation au delà de ses frontières." L'Allemagne ne voyait pas ou ne voulait pas voir que la Russie, pratiquant maintenant une politique modérée à l'égard des Polonais, désirait se les attacher par une conduite habile et vraiment opportune. Comme l'a fort bien dit, dans une saisissante étude sur la question, M. François Morawski: "Des voix russes se sont élevées en faveur des Polonais et l'idée d'un rapprochement entre les deux nations, basé sur des principes de justice et d'équité, se fraye le chemin à travers les obstacles que leur opposent encore un mauvais vouloir administratif et la défiance invétérée des nationalistes russes. La traditionnelle politique antislave de la Prusse se trouve avoir subi un échec des plus graves."

Elle ne voulait pas voir non plus que l'Autriche respectait la liberté, la religion et la langue des Polonais. Une politique à vues aussi courtes était, quels que fussent ses succès momentanés, condamnée à de futurs et graves échecs.

Que faire contre une patience et une opiniâtreté qui ne se lassaient pas? Les enfants, privés de leurs parents condamnés à Gnesen, étaient soutenus par de riches notabilités de Galicie. La condamnation du journaliste Rosamowicz n'arrêtait pas les protestations de ses confrères. Le professeur Delbruck, qui ne nous a guère habitués jusqu'ici à son esprit de tolérance, souhaitait vivement que le conflit soulevé en Pologne par la question scolaire s'arrêtât non seulement pour la paix en Allemagne, mais dans l'intérêt des frères allemands à l'étranger. "Nous aurions besoin, disait-il, d'un habile diplomate qui nous tirât, sans que l'autorité de l'État en souffrit, du cul-de-sac où nous a fourrés le ministère. . . . La guerre qu'on mène en ce moment en Pologne est une guerre avec armes insuffisantes. L'instruction religieuse donnée en langue nationale, voilà le principe qui, dans cette lutte, assure aux Polonais une prépondérance morale absolue." Mais, tandis que M. Delbruck regrettait l'emploi de mesures arbitraires et violentes, l'organe du prince Herbert de Bismarck, *les Nouvelles de Hambourg*, demandait qu'on les continuât en Pologne et même dans le Slesvig, en forçant les parents à envoyer, après l'école primaire, leurs enfants dans des écoles complémentaires, et en retirant les droits paternels à ceux qui les enverraient à l'étranger. Ce même journal conseillait également des expulsions en masse pour assurer partout la prépondérance de la germanisation.

Le 30 décembre 1901, à la diète de Galicie, le prince Czartoryski protesta hautement contre une telle politique. Il dit que le peuple polonais n'avait pas cessé de former une unité nationale et intellectuelle et s'était toujours élevé contre la détestable maxime : "La force prime le droit." Il engageait ses concitoyens à redoubler de zèle et de persévérance dans le développement de leurs forces morales et économiques, afin d'assurer la renaissance de la nation polonaise tout entière. C'était un événement que cette protestation adressée à l'empire allemand, allié de l'Autriche. La presse allemande se récria et constata avec peine que l'Autriche était de plus en plus en proie à la désagrégation slave. Ces dissidences regrettables n'étaient-elles pas de nature à ré-

lâcher les liens de la Triple Alliance? Un communiqué de la *Norddeutsche Zeitung*, un mot irrité du comte de Bulow au comte de Zzegeny, des représentations du prince d'Eulénbourg au comte Goluchowski, tout cela prouvait que le coup avait porté. Le chancelier allemand, pour en dissiper l'importance, se fit questionner à la Chambre des députés de Prusse, le 13 janvier 1902, par M. Hobrecht. Il répondit à ce député que l'enseignement en langue allemande était nécessaire en Posnanie, parce qu'il fallait sauvegarder l'unité germanique. Il ne voulait pas que l'on profitât de l'instruction "pour poloniser les enfants allemands". Avant tout, il s'agissait d'une question nationale. Il fallait résister à la bourgeoisie polonaise qui avait pris avec une sorte de fanatisme la direction de cette agitation et de cette révolte. Les incidents de Wreschen, dont on parlait tant, ne provenaient pas de ce mouvement. Laissant volontairement de côté les violences qui avaient ensanglanté les écoles de cette ville, le comte de Bulow soutenait que "l'administration scolaire ne connaissait pas la cruauté, pas plus que la justice prussienne". Et il ajoutait : "Personne n'empêche les Polonais de parler dans leur langue, mais il faut aussi qu'ils apprennent à parler l'allemand et qu'ils prennent part à l'œuvre de civilisation allemande." Et il conclut par ce singulier aphorisme : "Où l'idéal manque, l'Allemand dépérit!"

Pour corroborer ces affirmations surprenantes, le ministre de l'instruction publique, M. de Studt. émit ce principe : "Tous ceux qui sont sujets d'un État allemand doivent être Allemands". Et, comme les châtimens corporels sont en usage dans les écoles allemandes, il fit remarquer que les maîtres de Wreschen avaient le droit d'y recourir contre les élèves rebelles. Aux assertions de M. de Bulow, le député Stychel répondit que les Hakatistes, germanisateurs à outrance, étaient la cause du conflit actuel, et que les Polonais avaient confiance en Dieu, mais en Dieu seul. Le ministre de l'intérieur, M. de Hammerstein, répliqua que les Polonais avaient pour but le rétablissement de leur royaume, mais que le gouvernement veillait à ce que l'élément allemand gardât la suprématie. Ainsi, malgré le déclaration de M. de Bulow, on continuait à battre, à Ojczanovo, à Manlicz et ailleurs, les petits écoliers qui ne répondaient pas en allemand au catéchisme. A la persécution scolaire, le gouvernement allemand persistait à ajouter la confiscation du



sol par ce qu'il appelait l'*Ansiedlungspolitik*. Il avait déjà pris 164,000 hectares dont 100,000 avaient été donnés à des Allemands. Mais ceux-ci, ne pouvant se plaire en un pays hostile ou poussés par l'appât du gain, les revendaient à des Polonais. Le fonds de civilisation de 1884 était de 100 millions de marks. En 1888, il avait été accru de 100 autres millions, et depuis l'on avait demandé encore 250 millions. Mais les notabilités polonaises, par un fonds colonial personnel, luttèrent avec persistance contre le gouvernement, et le *Deutschtum* ne venait pas à bout du *Polentum*.

Guillaume II, ayant voulu se rendre compte par lui-même de cette résistance étonnante, était venu, le 7 juin 1902, au château de Marienbourg, dans la Prusse occidentale, au lendemain du dépôt au Landtag du projet de loi qui augmentait le fonds de colonisation. Se fiant aux rapports du chancelier et de ses ministres, l'empereur avait fait remarquer que la vieille cité de Marienbourg, placée à l'est de la Vistule, devait rester le point de repère du devoir de l'Allemagne, le berceau de la civilisation chrétienne et la forteresse de l'élément allemand. "L'arrogance polonaise, *der Polonischer Übermuth*, dit-il, veut opprimer l'élément allemand. Je suis donc forcé d'adresser un appel à mon peuple pour qu'il se mette en garde contre les Polonais, afin de protéger son bien national contre leurs attaques... Aujourd'hui, comme il y a des siècles, nous devons encore nous réunir pour combattre l'ennemi commun." C'était au Chapitre des chevaliers de l'Ordre teutonique qu'il adressait cette allocution agressive et maladroite, où il menaçait brutalement l'élément polonais sur le terrain même de la lutte entre le germanisme et le polonisme. Quelques jours après, à Aix-la-Chapelle, il faisait ce pompeux éloge du respect des Allemands pour la religion : "Le peuple en Europe où règnent encore l'ordre, la discipline et les mœurs pures, où existe encore le respect pour les autorités et l'Église, où tout catholique peut en liberté se livrer aux pratiques de son culte, c'est l'empire allemand." Il ajoutait que les deux confessions chrétiennes devaient maintenir la crainte de Dieu et le respect de la religion, "car un peuple dont la base n'est pas la religion est un peuple perdu."

Belles et justes paroles assurément, mais qui obligent. Si réellement l'Allemagne était le pays de la liberté pour les catholiques, pourquoi alors restreindre la liberté des Polo-

nais? Pourquoi forcer les enfants, sous peine de punitions, de coups ou de détention, à apprendre leur catéchisme en allemand? Pourquoi défendre aux prêtres de prêcher en polonais?... Aux paroles sévères de Marienbourg comme aux paroles veloutées d'Aix-la-Chapelle, le comte Potocki, président de la diète de Galicie, répondit: "L'histoire de la nation polonaise suffit à prouver que cette nation, qui honore son passé et a confiance dans l'avenir, ne saurait être exterminée ni par des lois d'exception, ni par des persécutions nationales ou économiques." Et, en plein Reichsrath, un député tchèque osa relever les menaces de Guillaume II et l'accusa de s'être montré non seulement comme un apôtre fanatique du pangermanisme, mais comme un prince dépourvu de tout sentiment de tact. A ces critiques audacieuses, les pangermanistes répliquèrent par le cri de: "Vivent les Hohenzollern!" que les Tchèques couvrirent par des huées et des clameurs: "A bas Guillaume II!" Le président du Reichsrath, M. de Klœber, crut devoir aller exprimer ses regrets d'une telle scène à l'ambassadeur allemand à Vienne. Ces réclamations et ces incidents inquiétèrent jusqu'à l'officieuse *Gazette de Francfort* qui constata que les Polonais, jadis les meilleurs soutiens de la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie, allaient maintenant y devenir hostiles. Ils répétaient à tout moment l'hymne national: "*Boze cos Polsky!* La Pologne n'est pas morte!" et célébraient solennellement leurs anniversaires patriotiques, prouvant ainsi qu'ils se souvenaient toujours d'un passé glorieux.

La mort de leur vaillant archevêque Ledochowski, survenue en août 1902, avait contribué à raviver leurs sentiments. Nul Polonais n'avait oublié le courage de ce noble prélat qui avait subi deux années de prison pour avoir défendu, pendant le *Culturkampf*, les droits de l'enseignement religieux. Il avait pour successeur Mgr de Stablewski, vertueux et hardi prélat qui devait montrer autant de vaillance et de fermeté au milieu des épreuves et des luttes nouvelles.

Profitant de l'érection du monument de son père Frédéric III à Posen, Guillaume II vint en cette ville, le 2 septembre 1902, avec toute une armée. Les rues et les monuments publics, ainsi que les maisons allemandes, étaient pavoisés. Les maisons polonaises, les plus nombreuses, étaient fermées et offraient un sombre aspect sur le passage du cortège. Dans le discours qui suivit son entrée, l'empereur eut soui

de dire qu'il se trouvait dans une fidèle ville allemande. Il regretta seulement qu'une partie de ses sujets, de race non allemande, ne parût pas s'accommoder du régime allemand, mais il dit qu'elle avait tort de croire qu'on en voulait à sa religion. Les traditions et les souvenirs devaient être respectés ; mais il ne connaissait à Posen "que des Prussiens", et il voulait que la Posnanie demeurât toujours "*province allemande*". Il voulait qu'on y répandît la civilisation par un travail opiniâtre, par l'école, la langue et la littérature allemandes. Il voulait que tous les fonctionnaires obéissent d'une façon absolue à ses ordres. Ces paroles furent comprises aussitôt par les agents et maîtres d'écoles prussiens, comme elles devaient l'être, et les promesses du respect des traditions et des souvenirs ne furent que des promesses éphémères. On continua l'œuvre de germanisation de tout un peuple. Mais, en dépit de menaces et de cruels sévices, les habitants résistèrent plus que jamais et les enfants leur obéissaient sans murmurer. "Les enfants, dit un témoin en novembre 1904, gardaient le silence quand l'instituteur essayait de leur poser en allemand des questions religieuses. Mais persistant à réciter leurs prières en polonais, ils couvraient de leurs petites voix aiguës la récitation officielle en langue germanique. L'opposition grandissait, malgré les rigueurs les plus odieuses". Elles n'eurent pourtant pas raison de la résistance héroïque des écoliers, ces petits martyrs qui sentaient qu'ils combattaient pour leur foi. "Souvent, après plusieurs heures d'arrêt, au lieu de rentrer à la maison, bien que transis et affamés, ils courent à l'église afin d'y reprendre des forces morales pour l'avenir et lèvent leurs mains ensanglantées vers le Dieu d'amour, lui offrant les tourments qu'ils subissent chaque jour. Les petites filles surtout se montrent héroïques dans leur résistance." Les maîtres d'école venus de Prusse, avec leur habit noir boutonné et leur mine rébarbative, ont pour la plupart un air féroce et presque patibulaire. Comment veut-on que des enfants écoutent de pareils instituteurs et s'éprennent d'une langue qui se présente à eux avec l'accompagnement inévitable de menaces, d'injures et de coups ?

Mgr de Stablewski, ému de tant de courage, engagea les prêtres de ses diocèses, ainsi que ses fidèles, à donner aux enfants polonais tout ce que l'école leur refusait comme instruction, et à compléter, soit dans les églises, soit dans les mai-

sons de famille, ce qui manquerait à l'enseignement religieux. Il rappelait que le concile de Trente avait prescrit aux évêques d'employer la langue populaire pour enseigner les vérités de la foi. Il ajoutait que, s'il pouvait payer de sa vie une modification à ce lamentable état de choses, il le ferait bien volontiers. Ces conseils modérés excitèrent la rage des Hakatistes qui menacèrent de faire prendre au successeur de Ledochowski le chemin de l'affreuse prison d'Ostrovo. "En ce moment (novembre 1904), écrivait le témoin déjà cité, près de cent mille enfants polonais essayent de sauvegarder leurs âmes et de garantir l'immunité du sentiment religieux en se refusant à l'introduction de la prière et du catéchisme dans une langue qu'ils n'entendent pas. Les larmes et le sang coulent à flots dans ces écoles, ces larmes d'enfants dont chacune est une tache indélébile sur l'humanité tout entière, comme le disait le cardinal Manning." Voilà où conduit fatalement la conquête violente, c'est-à-dire à l'emploi de la force brutale pour se maintenir. On prend des territoires. Soit, c'est le lot de la guerre. Mais on veut prendre aussi des peuples. Cela offense déjà les principes de l'humanité. On veut plus encore. On veut prendre et asservir des âmes. Ici le droit le plus fort s'arrête comme une balle de plomb devant un mur de granit. C'est ce que ne veulent pas comprendre les Hakatistes et toute leur séquelle. Entraînés par le souvenir et le geste de Bismarck, ils croient pouvoir triompher du droit et ils s'imaginent que tout leur est permis pour dompter un peuple réfractaire, mettant ainsi en action le conseil cynique de Machiavel : "Quand un prince s'empare d'une province et que les habitants demeurent hostiles, quel parti faut-il prendre ? Le plus simple, qui est de les exterminer."

\*

\* \*

C'est à cela qu'aboutira fatalement, si on le laisse faire, le pangermanisme humanitaire qui prétendait soutenir le principe des nationalités. Que fait-il, en effet, en Pologne ? Il proscriit la langue, il interdit l'étude de l'histoire du pays, il rejette les traditions et les souvenirs, il combat les mœurs et les antiques coutumes ; il appelle complot et révolte la résistance des enfants et des collégiens, il prend la terre et la donne à des Allemands. Il va plus loin. Armé de la loi du 30 juin 1904, il veut faire des Polonais autant de parias, en

leur défendant même de racheter leurs propres biens, d'y bâtir des maisons ou des chaumières, de rester enfin chez eux en Pologne. C'est la mise hors la loi de quatre millions de citoyens. Que devient alors l'article 4 de la Constitution : "Tous les Prussiens sont égaux devant la loi?" Ce qu'il devient? Lettre morte.

Mais tout cet arbitraire irrite, exaspère, enflamme les Polonais. "Guerre à l'envahisseur!" tel est le mot d'ordre partout. On dénonce les tièdes, on maudit les lâches, on encourage les vaillants. On voue à l'exécration ceux qui fréquentent les Allemands et se fournissent chez eux. On les écarte de la société comme des gens sans honneur. Les ressentiments s'accroissent, les colères redoublent. "Qui sait, écrit le publiciste Makowski en décembre 1905, si la haine de notre malheureux peuple ne s'adressera pas bientôt uniquement à l'Allemagne? Nous nous sommes réconciliés avec l'Autriche, grâce à la magnanimité de François-Joseph. L'entente avec la Russie semble n'être plus éloignée" Pourquoi vouloir plier de force ce peuple, qui ne le veut pas, à la langue et aux mœurs allemandes? Les mêmes obstacles qui s'opposent à la germanisation de l'Alsace-Lorraine s'opposent à l'assimilation des Polonais. Pourquoi s'étonner d'une résistance si naturelle et la qualifier durement? Si les peuples étaient de vils troupeaux prêts à subir le joug ou à accepter le mors, les peuples mériteraient le sort le plus rigoureux et nul n'aurait le droit ni l'envie de les plaindre. Mais, Dieu merci! il n'en va pas de la sorte, et la volonté humaine est au-dessus du despotisme d'un seul ou de plusieurs. Aux yeux de ceux qui tremblent ou pâlisent devant la force triomphante, le droit peut paraître vaincu. Il ne l'est qu'en apparence. Tôt ou tard, il se relève, il se redresse, il parle, il agit, il triomphe.

A plusieurs reprises, M. de Tchirsky, délégué du gouvernement allemand, vint se plaindre au Vatican de l'appui donné par Mgr de Stablewski aux Polonais de Posnanie, et Pie X lui fit répondre qu'il lui était impossible de méconnaître la justesse de leurs protestations contre l'enseignement obligatoire du catéchisme en allemand. Pie X avait déjà eu l'occasion de témoigner à la Pologne sa paternelle affection, lorsque vinrent à Rome les pèlerins de ce pays, en 1904. Il était donc bien décidé à ne pas désavouer l'archevêque de Posen, d'autant plus que le centre catholique était entière-

ment favorable à la cause polonaise. Il savait que les convictions religieuses des Polonais étaient profondes, et que ceux qui disent que chez eux la religion est moins un acte de foi qu'un acte politique, ceux-là se trompent singulièrement. Jamais de vrais Polonais n'ont dit ce que certains leur prêtent : "Si notre pays était libre, nous aussi, nous dirions un jour : *Los vos Rom!* Débarrassons-nous de Rome!"

Une des questions qui, dans le conflit polonais, occupent et préoccupent le plus l'Allemagne, c'est, comme je l'ai déjà indiqué, la colonisation tentée par les Hakatistes. Au début, les opérations de la commission allemande chargée de cette besogne avaient paru réussir. Mais le rachat des biens polonais, fait habilement par une commission polonaise, vint contrecarrer les Allemands. Ils en arrivèrent à reconnaître eux-mêmes qu'en vingt ans, depuis 1885, ils n'avaient acheté que la dixième partie des terres en Posnanie et en Prusse occidentale. Malgré les nouveaux crédits alloués à la commission de colonisation, malgré les objurgations de Guillaume II, la propagande antipolonaise avait été débordée par la propagande polonaise. Que faire contre des habitants qui savent agir, se dépenser et se multiplier? De 1891 à 1901, le nombre des enfants polonais en Posnanie était monté de 571,227 à 636,659. C'est ce que M. de Bulow appelait dans un langage familier "se multiplier comme des lapins"! De plus, un fait curieux se produisait. Beaucoup de paysans allemands attirés en Pologne, loin d'assimiler la population autochtone, se fondaient dans cette population, et il arrivait que les mariages mixtes tournaient au profit du catholicisme et du polonisme. Donc, du côté de la colonisation, les espérances des Hakatistes avaient été déçues et il fallait trouver mieux. C'est à quoi ils s'appliquaient en méditant l'expropriation forcée.

Contre l'obligation de la langue allemande, l'agitation continuait avec ardeur. Des milliers d'exemplaires d'une protestation virulente étaient répandus partout. "Frères, disait-elle, sauvez ceux qui croient en Dieu! Réveillez-vous! Ne voyez-vous pas sur vos têtes des feux flamboyants? Ne voyez-vous pas le danger qui menace vos enfants? Si vous continuez à leur permettre d'entendre la religion catholique en langue allemande, sachez que vous êtes hérétiques! Le Dieu tout-puissant va vous punir cruellement à cause de cette hérésie." Et la proclamation suppliait les

parents polonais d'interdire à leurs enfants à la rentrée des classes, le 17 octobre 1906, de répondre en allemand à leurs maîtres. Le conseil fut suivi. Les enfants refusèrent avec une énergie indomptable de prier et de parler dans une langue qu'ils appelaient "la langue du diable luthérien." Un élève d'une classe supérieure, Melchior Laski, rétrogradé d'une classe pour ce refus, recevait quelques jours après, de Constantinople, une belle *Histoire du peuple polonais* envoyée par deux de ses compatriotes. Une lettre d'un patriote polonais, personnage considérable, adressée à M. de Noussanne qui s'est beaucoup occupé de la question, disait : "Sans être poussés par personne, des milliers d'enfants s'obstinent, malgré les plus dures persécutions, à ce que la religion leur soit enseignée dans leur propre langue. Avec une persévérance admirable, les pauvres petits se laissent battre jusqu'au sang, enfermer dans des cachots, et ne répondent pas un mot d'allemand. On les voit, sanglotant et pleurant, venir chez leur curé lui demander de prier pour que Dieu prenne pitié de leurs souffrances. Les maîtres d'école et le gouvernement ne se possèdent pas de fureur et persécutent les parents et les enfants d'une manière inouïe. On met les pauvres petits aux arrêts ; on ne leur permet pas d'aller dîner à leur maison qui est quelquefois éloignée de plusieurs kilomètres de l'école. On a vu des mères porter à manger aux enfants qu'on gardait en retenue, et, bien que malades et fatiguées, elles font des lieues pour que leurs petits ne souffrent pas de la faim. Les instituteurs agissent comme des brutes. Dans plusieurs écoles, ils ont battu des enfants jusqu'à ce qu'ils aient perdu connaissance et soient tombés par terre sans mouvement." (1) Cependant, une circulaire d'août 1902, publiée à Königsberg, avait interdit ces brutalités à l'égard des enfants. C'est ainsi qu'on en tenait compte !

Une véritable grève d'écoliers polonais allait répondre à ces nouvelles violences. A Gnesen, lorsque l'instituteur ouvrit la classe, les enfants lui souhaitèrent le bonjour en polonais, couvrirent sa voix quand il parla en langue allemande, puis lui rendirent les catéchismes allemands et, devant ses menaces, crièrent avec un tel ensemble que les parents accoururent et qu'il fallut requérir les gendarmes

---

(1) *Des Faits, des Hommes, des Idées*. Librairie Plon, 1907.

pour rétablir l'ordre. La même scène se reproduisait dans toutes les écoles de Posnanie, et l'instituteur se fâchait et employait des menaces de rigueur contre les rebelles, des devoirs supplémentaires, des retenues, des coups. Après la classe et après les punitions, les enfants s'en allaient prier et chanter dans les églises. Rien que dans la province de Bromberg, 20,000 enfants refusaient de prier en allemand, obéissant ainsi à leurs parents qui savaient bien que leur religion était le soutien et la garantie de leur patriotisme et de leur nationalité; exemple admirable donné à une Europe molle et indifférente, à de trop nombreuses populations que le président Roosevelt appelait récemment lâches et flasques, et auxquelles il prédisait le plus funeste sort!... Comment le gouvernement allemand ne comprenait-il pas que cette évangélisation violente allait créer en Posnanie et en Silésie une agitation redoutable? Déjà les journaux polonais recommandaient à leurs compatriotes de répondre par une grève générale à la tyrannie scolaire et de créer pour les victimes une caisse de secours à laquelle contribueraient tous les Polonais de Prusse, d'Autriche et de Russie. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* se répandait alors en menaces contre les fauteurs de grève et contre les citoyens et les prêtres qui oseraient s'associer à ce mouvement. Sans se laisser effrayer, une réunion de pères de famille, présidée par deux députés, MM. de Mielzynski et de Grabowski, télégraphiait à M. de Studt et lui demandait de lever les punitions infligées arbitrairement à leurs enfants. Le ministre de l'instruction publique répondait que ce qui était contraire à la civilisation, c'étaient les excitations à la désobéissance provenant des pères de famille. Il ajoutait que les règlements scolaires seraient appliqués avec tous les moyens légaux à sa disposition. Les nouveaux moyens de coercition qui allaient être employés étaient les suivants. Tous les élèves qui refuseraient d'assister ou de répondre aux leçons de religion en langue allemande seraient placés dans une division à part et feraient un devoir allemand en remplacement du devoir de religion. Les frais de cette nouvelle installation seraient mis à la charge des parents, et les parents eux-mêmes tomberaient sous le coup de la loi qui punit ceux qui refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Pendant que l'Allemagne créait partout des entraves à la liberté, l'Angleterre laissait d'immenses cortèges circuler dans les rues de Londres, pro-



tester contre l'*Éducation Bill* qui n'édicteait que la neutralité scolaire, et tenir une réunion gigantesque dans la *National Gallery* aux cris de : "Des croyances chrétiennes pour des enfants chrétiens !"

En novembre dernier (1906) le nombre des écoliers grévistes atteignait déjà le chiffre de 40,000, et ce chiffre inquiétait la presse allemande qui réclamait de nouvelles mesures pour frapper et arrêter les rebelles, en plaignant hypocritement les enfants "martyrs d'une cause qui n'était pas la leur". A un rédacteur du *Berliner Tageblatt*, M. de Koscielski disait alors : "Comme Polonais, je me réjouis de ces nouvelles persécutions. Comme citoyen allemand, je les regrette de tout cœur." Pour prouver l'odieuse de la guerre faite à des citoyens qui, étant libres de parler leur langue nationale, eussent été inoffensifs, il citait le cas d'un ouvrier qui, parlant bien l'allemand, refusait tout à coup de s'exprimer dans cette langue. Il l'interrogea et en obtint cette réponse : "Il m'est impossible de parler dans une langue à cause de laquelle on bleuit nos enfants de coups !" Tel était le résultat pratique de ces odieuses violences. M. de Koscielski faisait entrevoir un autre danger que j'ai déjà relevé. Les Polonais, vexés par les Allemands, commençaient à se tourner vers les Russes. "La masse polonaise paraît dominée par cette idée qu'il vaut encore mieux disparaître dans la race, c'est-à-dire se fondre dans le peuple slave, que de perdre sa nationalité." M. de Koscielski ne pouvait comprendre que l'Allemagne, qui devait sa grandeur à l'exaltation du sentiment national, appliquât, en Posnanie et en Silésie, un régime qui en était la négation. Le gouvernement sortirait-il de la lutte avec avantage ? Il ne le croyait pas. Et en cela il se rencontrait avec la *Germania* et toute la presse catholique allemande qui disaient : "Le gouvernement devra reculer." L'*Osservatore romano*, journal du Vatican, ajoutait à cette considération : "Rien d'étonnant si les ennemis de l'Allemagne deviennent de plus en plus nombreux dans le monde entier !" Que M. de Bulow, qui s'étonnait hier encore de l'isolement de l'Allemagne, réfléchisse bien à cela.

Henri Welshinger.

---

# La Grande Aube

PAR

Jean Daguët

X

—Connaissez-vous M. Sonnoy, ma Sœur?

—Un peu, répondit évasivement la religieuse, arrangeant avec beaucoup de soins les oreillers de sa malade.

Comme elle ne paraissait pas désireuse de poursuivre la conversation sur ce sujet, l'étudiante, par discrétion, s'en abstint. Mais tandis que Sœur Marthe assistait à la messe le lendemain, et qu'une autre hosiptalière la remplaçait dans son service, Germaine Maulain en profita pour demander :

Est-ce que Sœur Marthe ne serait pas de Blanche-Croix, par hasard?

—Elle est de Blanche-Croix, répondit la religieuse.

—Ah ! fit l'étudiante, saisie. Et serait-ce indiscret de demander comment elle s'appelait dans le monde?

—Elle s'appelait Elisabeth Sonnoy.

Germaine Maulain, dans son lit, se sentit rougir jusqu'à la racine des cheveux.

Quand Sœur Marthe remonta de la chapelle, aimable et souriante comme à son ordinaire :

—Eh bien ! s'écria-elle gaiement, en interpellant sa malade, avez-vous bien reposé, ce matin ? Etes-vous en bonne disposition ?

Germaine Maulain répliqua :

—Ma chère Sœur, jamais je ne me suis trouvée mieux depuis bien longtemps. Je commence à voir clair dans mes ténèbres, et à distinguer la route à suivre. Deux personnes m'ont montré le chemin. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que vous êtes l'une d'elles.

Sœur Marthe ne demanda pas qu'elle était l'autre.

Sa jeune convalescente ayant été autorisée à se lever le jour suivant, pensa qu'il lui serait assez utile de recevoir la

malle de vêtements confiée à la garde de la Chouette, avant son départ précipité de Blanche-Croix. Mais, ne voulant pas divulguer à cette mégère le lieu de sa retraite, elle pria la Supérieure de l'hôpital de faire écrire un mot à ce sujet au docteur Ragot, pour le prier de s'en occuper. Ragot chargea la police de réclamer et d'expédier la malle de son élève. Le grand chirurgien n'était pas sans inquiétude à l'égard de Basilikoff, demeuré introuvable à toutes les recherches, et il craignait, non sans invraisemblance, que la Chouette eût continué quelques rapports avec son abominable locataire.

“Si ce gremlin est resté en Belgique, comme c'est presque certain, pensait Ragot, inutile de lui donner l'adresse de sa victime.”

Une fois sur pied, Germaine Maulain se remit étonnamment vite. Elle était jeune et vigoureuse ; le courage lui revenait avec ses forces, et mieux que le courage, le vague sentiment d'un devoir ignoré la veille et à peine pressenti encore, d'un devoir austère et doux à la fois, le sacrifice de son existence au soulagement des malades et des infirmes.

Dès qu'elle fut en état de supporter le voyage, Ragot vint la chercher. Plus revêché et plus grognon que jamais, le toupet de travers et les yeux furieux, le maître ne parvenait pas à dissimuler complètement la satisfaction qu'il éprouvait d'emmener sous son toit sa chère élève ressuscitée.

Quand elle prit congé de Sœur Marthe, celle que ses camarades appelaient “la statue de marbre”, la froide Germaine, se jeta au cou de la religieuse, et la tint longuement embrassée. Plus émue qu'elle ne voulait le paraître, Sœur Marthe lui demanda immédiatement à voix basse :

—Laissez-moi au moins l'espérance de vous voir un jour partager notre foi !

—Il me semble que je crois déjà, répliqua l'étudiante, en souriant au travers de ses larmes.

Mais Ragot détestait les pleurs et l'avait assez violemment exprimé. Il fallut prendre un air digne, composer son visage et raffermir sa voix, pour traverser les rues populeuses de Saint-Jude et gagner la station.

Une fois dans le train, et seul avec son élève dans un compartiment de première, le professeur exposa ses plans. On était à la veille de Noël, c'est-à-dire qu'on arrivait aux vacances de fin d'année. Germaine passerait le temps des fêtes à se faire dorloter par Philomène et Félicie. Leurs

petits plats, leurs "chatteries" lui feraient du bien. Après cela, ma chère, à la besogne ! Il s'agirait de rattraper le temps perdu. En avant, marche ! pour la clinique, l'amphithéâtre et l'hôpital ! Et puis la date des examens qui s'approchait. Il y avait tant de candidates et de si fortes ! C'est qu'il ne s'agissait pas de se faire recaler comme une oie ? Qu'est-ce qu'on dirait, dans le monde médical, non pas d'elle, peu importait ! mais de lui Ragot, son professeur et son patron ?

Il dévisageait la jeune fille en parlant, il épiait sur ses beaux traits, réguliers et graves, un reflet de son ardente pensée. Elle tourna ses yeux lumineux vers lui, et le vieux savant tressaillit de joie. Il venait de surprendre la flamme du feu sacré, dans ces yeux si chers, tandis que Germaine Maulain répondait de sa voix musicale et profonde :

—C'est bien le moins que je vous fasse honneur, maître ! Soyez tranquille, si Dieu me prête vie, vous serez content de moi !

Mais déjà le train ralentissait, s'empanachant d'une fumée épaisse que le brouillard intense empêchait de s'élever. Des quantités de lumières trouaient l'ombre grise. Les wagons sursautaient, en passant les plaques tournantes. Par les glaces des portières, on distinguait de longues rues, boueuses et noires, grouillantes d'activité fébrile.

—Blanche-Croix ! dit Ragot.

Germaine Maulain ferma un instant les yeux, sous l'empire d'une émotion poignante, mais elle se ressaisit vite. Et quand son maître, descendu le premier, lui tendit la main, elle sauta résolument sur le quai, sans tourner la tête en arrière, mais regardant droit devant elle son avenir aussi sombre que le jour finissant de décembre.

## XI

Quand Fédor Basilikoff s'enfuit des Allées-Vertes, croyant ne laisser qu'un cadavre derrière lui et sûr de n'avoir pas été remarqué, il commença par entrer dans la premier cabaret louche qu'il rencontra sur son chemin. Et là, au fond d'un verre d'absinthe, il chercha le meilleur parti à prendre pour échapper à la justice. Toutes les fumées de l'ivresse dissipées, il réfléchissait froidement.

Peut-être ne l'aurait-on pas poursuivi pour l'affaire de la

bombe, car, en somme, on ne pouvait relever contre lui aucune preuve de complicité matérielle; mais, si le malheur voulait qu'on identifiât sa victime de tout à l'heure, de trop graves soupçons pèseraient sur lui, pour qu'il ne fût pas arrêté sur-le-champ. Avec une rapidité de décision qui eût fait honneur à un général en campagne, le nihiliste abandonna aussitôt son projet primitif de retraite sur Bruxelles. Trop de bandits s'y cachaient déjà, et la police les espionnait trop bien. La capitale n'était pas un asile assez sûr.

Restait à trouver un refuge plus favorable. Fédor demanda tranquillement un indicateur des trains, et, le doigt sur la carte du réseau belge, il étudia les routes. Son regard, tout à coup, rencontra un nom qui le fit tressaillir : *Charleroi*. Comment n'y avait-il pas pensé plus tôt ! Charleroi ! c'était bien son affaire ! Une ville immense, peuplée d'ouvriers de toutes sortes, la capitale cosmopolite des charbonnages européens ! C'était là qu'il irait, mais à pied encore, cela valait mieux.

Basilikoff se leva, paya son absinthe et sortit du cabaret.

Les rues étaient encombrées d'une foule tumultueuse, sortant par flots des usines. Un brouillard pénétrant tombait. Le forçat grelottant pressa le pas, gagna le faubourg Est de la ville, et enfila, tête baissée, la grande route ténébreuse et glaciale. Ce n'était pas un voyage d'agrément qu'il entreprenait là, mais le choix ne lui était pas laissé sur ses moyens de salut. Maintenant, une crainte le hantait qu'on eût découvert le cadavre de sa victime. Il pensait que les ouvriers des minoteries, à leur sortie du soir, traversaient sans doute les Allées-Vertes. Ils avaient dû trouver le corps de Germaine Maulain, donner l'éveil, ameuter les agents. L'assassin pressait le pas.

Toute la nuit le forçat marcha de la sorte, harcelé d'une épouvante qui semblait augmenter en même temps que sa fatigue.

Arrivant vers l'aube à l'un des faubourgs les plus misérables de Charleroi, il chercha d'abord un barbier, et se fit raser entièrement la tête et la figure. Ainsi dépouillé de sa longue barbe et de ses longs cheveux d'un jaune sale, Fédor Basilikoff devenait méconnaissable. Il se mit, après cela, en quête d'un marchand d'habits, pour y échanger sa défroque de bourgeois besogneux contre la tenue complète d'un ouvrier mineur. Ah ! ça le connaissait, les mines ! Il en avait

gouté en Sibérie, quoique le travail ne fût pas le même, puisqu'il s'agissait là-bas de sel et ici de charbons, mais qu'importe! Le forçat saurait bien s'y refaire.

S'étant aperçu dans la glace devanture, un peu après, Fédor Basilikoff s'admira. Il se dit orgueilleusement :

“Qu'ils y viennent, maintenant, les policiers, je les défie bien de me reconnaître!”

Comme il parlait très bien l'allemand, et qu'il portait toujours sur lui de faux papiers, procurés jadis par ses frères et amis en Allemagne, il se donna facilement pour un pauvre ouvrier sujet du kaiser, à la recherche d'un travail mieux payé que dans sa patrie. Sans aucune difficulté, on l'embaucha. Il se croyait sauvé, il escomptait déjà l'avenir. Mais la Providence déjoua les plans du misérable.

Un jour, au fond de la mine, il se trouva tout à coup face à face avec un de ses anciens compagnons de Sibérie, un condamné de droit commun, dont la force musculaire terrifiait les autres. Pour cet homme, qui avait toujours connu Fédor Basilikoff entièrement rasé, aucune équivoque n'était possible. L'assassin vit qu'il était reconnu et trembla de peur.

L'autre cependant le narguait, sans rien dire encore, car il entendait bien profiter des circonstances. Manœuvrant de façon à remonter en même temps que Basilikoff, dès qu'ils furent au jour ensemble, il eut soin de l'emmener à l'écart et lui dit, avec un méchant sourire :

—Tu as engraisé, Fédor, la cuisine française t'a réussi. Je te félicite! Ta bourse, sans doute, a profité de même. C'est plaisant de faire des dupes, n'est-ce pas? Compliments! Tu as bien roulé ton chimiste de Maulain!

Il rit, à la façon d'une hyène.

Fédor grinça des dents. C'était à lui d'être roulé à son tour.

Cependant il répliqua, en affichant l'ignorance :

—Je ne sais pas ce que tu veux dire, Iouri. Ne pourrais-tu t'expliquer mieux?

L'autre répondit, goguenard :

—Oh! c'est bien simple! Viens chez moi, je te montrerai tous les articles de journaux relatant l'attentat de Blanche-Croix. Je les ai collectionnés, pour l'amour de ton souvenir, ami très cher d'un temps heureux! Le Français y est resté le maladroit! mais le Russe a disparu à tous les regards! Pas aux miens toutefois, et j'en suis bien aise!

Un moment, Fédor avait tremblé que le géant ne lui jetât au visage le meurtre de Germaine ; mais non, il l'ignorait, sans doute. Dans l'excès de sa terreur, ce lui fut un soulagement. Mais l'impitoyable Iouri poursuivait son discours. Tenant Fédor fortement serré par le bras, il lui susurrait à l'oreille :

—Entre vieux et bons camarades, la fraternité doit régner. Tu es riche, et moi, je suis pauvre. Partageons, Fédor !

—Hein, quoi ! que racontes-tu, Iouri ?

—Que j'ai besoin de cent francs, et que tu vas me les donner sur l'heure.

—Jamais de la vie !

—Alors, viens, que nous les touchions ensemble à la police ! Basilikoff étouffa un juron.

—Traître ! tu me trahirais, toi !

—Hélas ! mon ami, je te le répète : cent francs sont indispensables à la continuation de mes jours. Donne-les-moi, et nous serons quittes ; sinon...

—Je ne les ai pas... balbutia Fédor.

Déjà l'autre fouillait ses poches, lui arrachait sa bourse, le débarrassait de sa montre.

Furieux, éperdu, le nihiliste n'osait pas crier, appeler à l'aide, et il n'avait pas la force physique de résister à son bourreau.

Iouri le dépouilla sans peine et l'envoya promener avec un coup de pied au bas des reins, en lui criant, dans leur langue maternelle :

—Maintenant, va te faire "knouter" ailleurs !

Il ne restait plus à Fédor Basilikoff que la ressource d'échanger son costume de mineur contre les guenilles d'un mendiant, ce qu'il fit aussitôt, dans sa hâte d'échapper à Iouri. Et avec neuf sous, retrouvés dans son garni abject, il reprit son éternelle promenade sur les grand'routes de Flandre.

Quel démon le poussa vers Blanche-Croix ? Ceux qui ont étudié la psychologie des criminels assurent que les assassins et les voleurs s'en retournent fatalement sur le théâtre de leurs méfaits.

Complètement désorienté et réduit à la dernière misère, Fédor Basilikoff s'imagina soudain que la police avait moins de chance de le trouver à Blanche-Croix qu'ailleurs, et qu'après tout il pouvait bien user des procédés sommaires de

Iouri vis-à-vis de ses anciens compagnons véreux, les funestes rédacteurs du *Réveil des Parias*.

Il fut deux jours et deux nuits en route. Sur son chemin, il mendia. De bonnes âmes lui donnèrent du pain, par charité ; d'autres, ayant peur de lui, s'en débarassèrent en lui jetant quelques sous.

Sur la fin du deuxième jour, il foula le pavé de Blanche-Croix. Ses cheveux, sa barbe avaient légèrement repoussé, mais il avait eu soin de si bien les barbouiller de charbon qu'à peine pouvait-on en distinguer la couleur.

Ce fut vers la demeure de la Chouette qu'il dirigea d'abord ses pas.

Sous prétexte d'acheter dix centimes de fromage, il entra dans la boutique de la mégère, qui ne le reconnut pas d'abord, sous l'aspect de ce mendiant. Elle le servit de mauvaise grâce et allait le pousser dehors, quand il se retourna soudain, et lui demanda cyniquement :

—Où est donc votre locataire, Mlle Germaine Maulain ?

Au son de cette voix gouailleuse, la vieille sursauta de saisissement. Elle **bafouilla** :

—Plutôt que je le saurais ce qu'elle est devenue, cette péronnelle ! M'est avis que vous seriez peut-être mieux renseigné que moi, mon gaillard !

—Parce que ? demanda Fédor, jouant l'imbécile en perfection.

Cette question ! risposta la vieille. Comme si vous n'étiez point partis tous les deux censément ensemble !

—Ça, c'est pas vrai ! riposta Fédor. Je suis parti le soir, sans crier gare à personne. Si elle a déménagé après moi, je n'en sais rien. Et la preuve, c'est que je reviens ici pour avoir de ses nouvelles.

—Ben, mon garçon, ce n'était pas la peine de vous déranger alors. La demoiselle avait laissé une malle, en me recommandant de la lui garder jusqu'à ce qu'elle me la réclame. C'est la police qui est venue la saisir, cette malle, peut-être bien dans l'idée quelle était pleine de bombes ; mais ça m'étonnerait, vu qu'elle n'était pas lourde. Enfin, je ne l'ai plus, voilà !

—C'est drôle, dit le forçat, qui se gratta la tête d'un air perplexe.

Lavieille, qui se remettait progressivement du choc, donnait des signes non équivoques d'impatience, devant la pro-



longation de cette importune visite. Fédor s'en apercevait bien, mais il eut l'impudence de demander encore à la vieille :

—Les agents n'ont rien raconté, en venant chercher la malle?

—Ils ont raconté que vous étiez une canaille, Fédor Basilkoff ! cria la Chouette, exaspérée.

—Chut ! pas si haut, je ne tiens pas à m'entendre répéter des compliments.

—Alors, vous savez ce qui vous reste à faire : prenez la porte, mon garçon.

Elle l'ouvrit toute grande.

Mais le bandit lui serra le bras au passage, en lui glissant, d'un ton menaçant, à l'oreille :

—Méfiez-vous, et tâchez de ne pas avoir la langue trop longue, car il pourrait bien vous en cuire !

Il sortit de la boutique à ces mots, satisfait de constater que la Chouette ignorait le meurtre de Germaine Maulain. Le cadavre des Allées-Vertes n'avait certainement pas été reconnu. Quelle chance !

Pendant que le forçat se congratulait ainsi lui-même, l'honnête contremaître de filature, son ancien voisin, disait tout ému à sa femme en remontant chez lui :

—Le nihiliste russe est en bas, dans l'échoppe de la Chouette !

—Pas possible ! s'écria la femme, déjà effrayée.

—Je ne l'ai pas vu, reprit l'homme, mais j'ai parfaitement reconnu sa voix.

—Il faut avertir la police tout de suite, Eugène !

—Non, ça ne me plaît pas ; mais je vais aller demander conseil à l'aumônier du cercle, dès que nous aurons soupé ! Sers-moi bien vite, Sophie.

Et le brave homme, avalant les bouchées doubles, bavardait à perdre haleine.

—Fallait-il avoir du toupet, pour oser réparaître, après un pareil crime ! Car, enfin, si c'était l'autre qui a vait jeté la bombe, celui-là l'avait aidé à la fabriquer de ses mains ! Et il se permettait de revenir à Blanche-Croix, et jusque dans la maison témoin de ses machinations féroces !

—Eugène ! criait la femme, je ne veux plus rester ici !

—Mais puisque nous déménagerons la semaine prochaine !

Enfin le contremaître prit son chapeau et, laissant sa pauvre femme se barricader de son mieux, il partit rapide-

ment pour son cercle, où il était sûr de rencontrer l'abbé Parmentier, à pareille heure.

L'abbé crut que le contremaître perdait l'esprit. Lui savait toute l'histoire de Germaine Maulain, qui n'était pas encore connue du public.

—Vous rêvez ! dit-il au brave homme. Fédor Basilikoff ici ! à Blanche-Croix ! Mais ce serait folie de sa part ! Ce serait se jeter dans la gueule du loup !

—Monsieur l'abbé, je vous jure que Fédor Basilikoff est ici.

Le prêtre, ébranlé à la fin par l'assurance de son interlocuteur, quitta le cercle, et alla raconter la nouvelle à son ami intime, le docteur Smith, pour lors fort occupé avec les illustrations de la presse de propagande.

A cette nouvelle inattendue, Smith jeta les hauts cris, pesta, s'emballa contre l'incurie de la police. Comment ce misérable était-il revenu ? Pourquoi ne l'avait-on pas arrêté en route ! Il fallait aviser tout de suite, prévenir les amis de Germaine Maulain. Qui sait si ce misérable n'entendait pas l'assassiner une seconde fois ?

N'écoutant que son indignation, il se précipita chez Ragot.

Le célèbre praticien logeait dans une rue tranquille et retirée, loin du fracas des cars électriques et de la circulation fiévreuse des usines. La maison qu'il habitait lui venait de ses parents. Elle n'était pas très grande, mais commode, et tenue avec une propreté méticuleuse par ses deux femmes. Philomène, la cuisinière, était entrée en service, à l'âge de onze ans, dans cette maison, et n'en était point sortie depuis lors, et Philomène avait fortement doublé le cap de la cinquantaine. La sœur du docteur, Félicie, plus jeune que lui de quatre ou cinq ans avait toujours vécu dans son ombre, sans jamais essayer d'en sortir. Très bonne, douce, dévouée — un peu timide, c'était une de ces personnalités effacées, dont le destin paraît être d'occuper éternellement les seconds plans dans l'existence.

Quand Ragot, avec son impétuosité coutumière, leur avait intimé l'ordre de préparer une chambre pour Germaine Maulain, Philomène seule avait osé protester, en criant :

—Une anarchiste ! vous voulez héberger une anarchiste !

Sur quoi son maître était entré dans une colère telle qu'elle avait dû battre précipitamment en retraite.

Félicie, baissant la tête, s'était contentée d'ouvrir sa grande armoire de mérissier, pour en tirer une paire de draps

fleurant bon l'iris et la lavande, et de se diriger, munie de ce fardeau, vers une chambrette contiguë à la sienne, et ouvrant également sur le jardinet de la maison.

Maintenant, lorsque les deux femmes causaient ensemble de Germaine, c'était pour chanter ses louanges.

Philomène disait :

—On ne l'entend point, la pauvre fille, elle ne fait pas de bruit !

Et Félicie reprenait :

—Elle est bien facile à contenter, et si reconnaissante de ce qu'on fait pour elle !

Ragot avait exigé qu'elle changeât de nom pour éviter les commérages d'abord, et aussi par prudence, à cause de ce Basilikoff qu'on n'avait point retrouvé. Elle avait obtenu des autorités la permission de porter le nom de sa mère. Pour le voisinage, les fournisseurs et les clients du docteur Ragot, Germaine Maulain était la pupille de son maître, et s'appelait Mlle Jeumont.

A 9 heures du soir, quand Smith arriva dans la rue paisible et que son violent coup de sonnette ébranla toute la maison silencieuse :

—Bon ! dit Philomène en courant ouvrir, encore un malade qui s'est laissé tomber sur le verglas, j'en suis sûre !

Son maître, absorbé par sa clinique, ne se dérangeait jamais, sauf pour des cas d'urgence aux alentours.

Mais ce n'était pas un patient.

—Le docteur Smith ! s'écria la servante.

Habituellement, les intimes de la maison la favorisaient d'un bout de causette. Mais Smith, préoccupé, lança son pardessus et son chapeau, sans mot dire, sur la banquette du vestibule, et Philomène, déçue, le précéda dans le "parloir" où se trouvait toute la famille.

Félicie raccommodait du linge, Germaine dessinait consciencieusement un affreux viscère, Ragot lisait le journal.

En levant les yeux sur le visage de son jeune collègue, le docteur cria tout de suite :

—Qu'est-ce qu'il y a ?

—Un cas particulier qui n'intéresserait point ces dames, répondit vivement Smith.

Ragot se leva sans une parole, passa dans son cabinet, tourna le commutateur électrique. Smith referma la porte et commença :

—Fédor Basilikoff est revenu !

Un juron énergique échappa au grand Ragot, et, de saisissement, il se laissa tomber sur un fauteuil.

Très vite, Smith raconta l'histoire.

Ragot avait pâli. Ecroulé dans son fauteuil, il écoutait anxieusement le récit de son collègue. Et, en ce moment-là, il paraissait bien le vieillard qu'il était réellement. Mais il se ressaisit aussitôt avec son élasticité coutumière. Il se releva et se mit à se promener de long en large dans son bureau :

—Smith, puisque vous vous êtes dérangé, mon ami; vous devez prévenir le commissaire de police dès ce soir.

—C'est bien mon intention; mais j'ai tenu à vous mettre sur vos gardes, d'abord, car j'estime qu'il importe de veiller sur votre pupille.

—C'est évident! répliqua Ragot.

—Sort-elle beaucoup? questionna le jeune médecin.

—Très peu. Elle ne va exactement qu'à la clinique et à l'hôpital. Elle ne tient nullement à sortir.

—Elle ne retourne pas à Lille?

—Pas encore, je ne la trouve pas assez forte. La perte de sang de sa blessure l'a prodigieusement affaiblie. Elle est anémiée à fond. C'est une constitution à refaire.

—Eh bien! dit Smith, à votre place, je profiterais de son état pour l'empêcher totalement de sortir jusqu'à ce qu'on ait tiré cette affaire au net.

Ragot approuva le conseil et promit de l'adopter.

Il déclara, le lendemain matin, à son élève, qu'il lui trouvait une "fichue mine" et qu'il lui défendait de bouger, ajoutant à l'adresse de Félicie et de Philomène :

Une bonne chaise longue, du vin de Bordeaux, des côtelettes de mouton grillées, un livre amusant, voilà mon ordonnance!

Germaine, accoutumée désormais à obéir, se soumit sans contester.

Un jour, deux jours, trois jours se passèrent ainsi.

Pendant ce temps-là, toute la police de Blanche-Croix était sur pied. On fouillait les hôtels, auberges, garnis, cabarets et tripots; on perquisitionnait dans les imprimeries clandestines ou révolutionnaires, et cet excès de zèle inaccoutumé amenait l'arrestation sensationnelle de trois cambrioleurs célèbres. Mais Fédor Basilikoff demeurait absolument introuvable.

Cela mit les gens de la police de fort méchante humeur ; quelques-uns accusèrent les "calotins" de s'être moqués d'eux, d'autres traitèrent ces mêmes "calotins" d'imbéciles pour s'être si facilement laissé prendre aux racontars d'un poltron, et le commissaire déclara solennellement qu'il ne se dérangerait plus jamais pour chercher à saisir un fantôme.

## XII

Enfermée trois jours, entre les bavardages incohérents de Philomène et le mutisme souriant de Félicie, Germaine Maulain médita. Comme ses idées avaient changé avec le milieu nouveau où elle vivait, depuis sa tragique aventure des Allées-Vertes ! Comme les choses revêtaient des couleurs imprévues à ses yeux.

Maintenant, elle admettait le dévouement, le sacrifice, l'oubli de soi, la *charité*, pour tout dire en un mot. Les leçons pratiques de Sœur Marthe avaient porté leurs fruits. La sceptique étudiante d'hier ne se demandait plus s'il y avait dans le cœur humain autre chose qu'un muscle indispensable à la circulation du sang. Le sien battait d'une reconnaissance et d'une admiration sans bornes pour les cœurs généreux qui lui avaient appris à la fois l'amour de Dieu et l'amour du prochain.

Et la pensée de la jeune fille, tout naturellement, se reportait vers la maison où on l'avait amenée, frémissante, une nuit, pour assister à l'agonie atroce du criminel qui était son frère. De quelle compassion attendrie l'avait entourée celui-là même dont l'anarchiste cherchait la mort ! Et de quelle abnégation surhumaine avait fait preuve cette vieille infirme, l'aïeule, en lui tendant la main, cette main qu'elle, Germaine, dans son fol orgueil, n'avait pas voulu prendre ?

Tout cela lui semblait si étrange, à ce moment-là ; mais elle se rendait trop bien compte, aujourd'hui, des sentiments de ces grands chrétiens, pour ne pas en être pénétrée de gratitude et de remords.

Depuis trois semaines qu'elle était chez Ragot, l'obsession des Sonnoy l'avait poursuivie, sans qu'elle osât s'arrêter à aucune solution précise à leur égard. Ragot, d'ailleurs, l'avait tenue continuellement en haleine, dans le but évident de la distraire, en occupant techniquement son esprit. Une circonstance fortuite lui permettait de réfléchir à son aise.

Elle prit une résolution qui étonna et charma ses hôtes. Elle leur déclara un beau matin :

—Je veux aller remercier la vieille Mme Sonnoy de son inconcevable bonté pour ma pauvre personne, et aussi pour mon frère.

Saisi par cette annonce, Ragot ébouriffa son toupet, fronça les sourcils et s'écria :

—Ce n'est pas trop tôt ! Voilà quinze jours que vous auriez dû y aller !

La jeune fille reprit :

—Alors, maître, vous ne trouvez pas mon projet inconvenant ni absurde ?

—Je le trouve tardif, et voilà tout. Si vous êtes en état de sortir demain, Félicie vous conduira rue des Prévôts.

Quand Germaine Maulain, accompagnée de la respectable sœur de son maître, arriva dans cette rue bouleversée par le crime de son frère, elle éprouva soudain une telle angoisse qu'elle songea involontairement à l'agonie du Christ racontée par Sœur Marthe, et ce fut là, peut-être, que, pour la première fois, elle unit ses souffrances à celles de son divin Sauveur.

On avait comblé hâtivement le gouffre produit par l'explosion, et repavé la chaussée. Mais les immeubles avoisinant le lieu de l'attentat présentaient encore toutes les traces du dommage qu'elles avaient subi. Beaucoup de châssis de fenêtres, brisés et réparés, n'avaient pas encore été repeints. Des ferrures de volets pendaient, lamentables. Plusieurs portes, lézardées, attendaient visiblement des réparations urgentes. Sur les façades naguère si soigneusement peintes, d'affreuses brûlures apparaissaient, noirâtres, boursoufflant et crevant la peinture. De-ci, delà, des ouvriers travaillaient à réparer le désastre.

Ce que voyant, l'excellente Félicie Ragot se mit à bavarder tout à coup, avec une volubilité inconcevable chez une personne aussi éteinte. Mais de ce qu'elle dit en cette occasion, sa compagne ne se douta jamais.

Si Germaine avait été seule, elle n'aurait pas reconnu la maison qu'elle n'avait pas vue, à vrai dire, la nuit du drame. Heureusement, Félicie était là. Elle sonna violemment, introduisit la "pupille" de son frère, la précéda dans l'escalier qui menait aux appartements de la vieille dame. L'étudiante suivait comme en un rêve.

Tout à coup, elle entendit Félicie qui disait, d'une voix différente de la sienne :

—Madame, je vous amène une personne très désireuse de vous présenter ses devoirs !

—Qu'elle soit la bienvenue ! répondit la voix chevrotante de l'aïeule.

Germaine Maulain, levant les yeux, aperçut la frêle forme au fond d'une bergère, et le vieux visage illuminé d'un sourire, et les deux mains tendues, un peu tremblantes.

Sans un mot, rejetant ses longs voiles de crêpe, elle s'agenouilla, prit les deux mains et les baisa pieusement.

—Que le Bon Dieu vous bénisse, ma chère enfant, dit la vieille dame, émue.

Félicie tira son mouchoir, s'épongea les yeux, releva Germaine, et l'assit de force dans un fauteuil.

Mme Sonnoy parlait.

—J'ai appris avec plaisir, dit-elle obligeamment, la bonne résolution prise par le docteur Ragot de garder chez lui une pauvre fille si courageuse et désireuse de bien faire. Je suis sûre qu'il en sera récompensé dès ce monde, et vous aussi, chère Mademoiselle Félicie. Cette jeune fille vous fera honneur, un jour, à tous les deux, j'en suis certaine.

Félicie dit précipitamment :

—Oh ! c'est une bien bonne fille, et dont nous sommes tous bien contents à la maison !

Germaine, se remettant peu à peu, se mit à parler de Sœur Marthe. Elle dit sa sollicitude inlassable, et ses tendres soins, et sa patience à toute épreuve. Elle s'animait en racontant les mille traits de charité, touchants ou sublimes, dont elle avait été l'objet de la part de la religieuse. Et, sous l'empire de son juvénile enthousiasme, sa belle figure triste s'illuminait d'un reflet de bonheur.

L'excellente Mme Sonnoy, enchantée d'entendre faire pareil éloge de sa petite-fille, approuvait, souriait, remerciait affectueusement.

Du drame des Allées-Vertes, il ne fut pas question, pas plus que de l'attentat.

Comme cette visite parut courte à Germaine !

Quand Félicie se leva enfin en sursaut, devant l'apparition des lampes, et tandis que Germaine prenait respectueusement congé de leur hôtesse, Mme Sonnoy leur dit, avec le plus aimable des sourires d'aïeule :

—Je ne vous laisserai point partir sans la promesse d'une très prochaine visite. Je tiens beaucoup à vous revoir, et souvent!

Germaine Maulain ne demandait pas mieux.

Ragot lui trouva meilleure mine le soir, et déclara qu'elle pourrait reprendre le lendemain ses occupations accoutumées. Elle retourna donc à la clinique.

En route, songeuse, elle se disait à elle-même :

—Pourquoi la soif de l'argent ne me brûle-t-elle plus? Pourquoi le travail me semble-t-il si doux? Pourquoi ma carrière, jadis pour moi dur, mais lucratif métier, m'apparaît-elle aujourd'hui ainsi qu'un sacredoce?

Et une voix intérieure, qu'elle ne savait pas encore être celle de son ange gardien, répondait tout bas :

—Parce que tu comprends aujourd'hui la signification de ce mot chrétien : *charité*!

Elle arriva un peu en retard, ne marchant pas encore bien vite.

Dans le vestiaire, elle trouva Virginie Longuet, toujours insupportable poseuse, et lui tendit la main. Virginie esquissa un sourire aimable.

Nul doute que si Germaine Maulain, après ses tragiques aventures, fût revenue hautaine et "distante" parmi ses compagnes, elles ne lui eussent toutes battu froid. Mais sa résignation inattendue à ses malheurs, sa douceur triste et sa gracieuse patience avaient eu raison facilement des préventions de ces demoiselles. Quand une jeune et jolie fille veut plaire, elle y réussit toujours. Celles mêmes de ses compagnes qui la jalouaient le plus durent avouer qu'elle était devenue "bien obligeante et bien polie". Berthe Geoffroy pleurait d'attendrissement en parlant de "cette bonne Germaine", et la nouveauté de l'épithète ne faisait même pas sourire les autres.

Ragot examinait, ce matin-là, une pauvre petite fille de quatre ans, qu'un mal affreux au genou empêchait de marcher. Sa mère, gémissante, répétait :

—Les gens m'ont dit de venir, et j'ai venu. Ils m'ont dit comme ça que vous étiez bien savant. Mais j'ai dans mon idée que les plus grands savants n'y feront rien. Ah! si je pouvais conduire not' petite à Lourdes!

Derrière le dos du maître, Germaine vit sourire Virginie Longuet; mais elle ne sourit point et se rapprocha pour regarder plus attentivement l'enfant.



Ragot se tourna vers ses élèves et dit, très grave :

— Mesdemoiselles, vous souvenez-vous de la belle parole d'Ambroise Paré, qui devrait être notre devise à tous : *Je le pensai, Dieu le guérit*? Bonne femme, ajouta-t-il, laissez-moi panser votre enfant, et, après cela, vous la conduirez à Lourdes, et la Sainte Vierge la guérira.

Il fit un signe. Germaine s'élança, enleva l'enfant et la porta sur la table d'opération, pour arranger plus aisément son mal. Et, tandis que le docteur s'affairait, aidé d'une autre infirmière, elle, gentiment, caressait la petite, et l'enfant, apeurée, se pressait contre elle, en lui tendant ses petits bras. L'étudiante pensait :

“ Mon Dieu ! si je pouvais être pour les autres ce que Sœur Marthe a été pour moi ! ”

Cette pensée-là, maintenant, la suivait presque toujours.

Le lendemain, qui était un dimanche, Félicie Ragot conduisit l'étudiante à la grand'messe. Germaine observait, on sans une certaine surprise, que, par une sorte d'accord tacite, toutes les personnes qu'elle fréquentait maintenant semblaient convaincues qu'elle partageait leurs opinions religieuses. Cependant, la pauvre fille ne se souvenait pas d'avoir jamais pratiqué sa religion. Mais cette manière d'agir des autres à son égard lui rendait plus aisé le retour progressif aux croyances oubliées, et aux mœurs désapprises.

A Blanche-Croix, comme dans tous les grands centres populaires du Nord, les cérémonies du culte étaient fort belles. Germaine s'étonnait de l'ampleur des chants, de la majesté des rites, de cette mise en scène, pompeuse et grandiose, dont elle ne s'était jamais doutée jusque-là. Félicie Ragot, plus instruite que ne l'eût laissé soupçonner sa modestie, avait prêté à la jeune fille ce dernier chef-d'œuvre des Bénédictins de France l'*Année liturgique*, et la libre penseuse de la veille se repaissait avec délices de ces pages nourissantes et savoureuses.

Il advint que, le dimanche dont nous parlons, l'abbé Lié-tart prêcha.

Germaine Maulain n'avait pas revu le “ convertisseur ” depuis l'horrible nuit où il lui était apparu au chevet de son frère agonisant. Elle tressaillit en reconnaissant la haute taille, le visage énergique, les yeux ardents du prêtre. Et, tout de suite captivée, elle se suspendit aux lèvres de l'orateur.

On était alors au "temps après l'Épiphanie". L'abbé Liétart, parlant sur cette grande fête, en développa magnifiquement la mystique. Expliquant les présents des Mages il dit que l'encens de la prière et la myrrhe de la pénitence ne pouvaient être offerts au Seigneur qu'en des vases d'or pur, symboles de la charité parfaite; et il en profita pour tracer un tableau si touchant de la charité, que les larmes en vinrent aux yeux de l'étudiante.

"Ah! songeait-elle, ce prêtre parle en connaissance de cause!"

Rentrant chez Ragot pour dîner, toute pleine de son sujet, la jeune fille ne put s'empêcher de dire

—Quel homme intelligent que cet abbé Liétart! J'aimerais à causer avec lui!

—Vraiment? fit Ragot, c'est bien facile! Nous n'avons qu'à l'inviter à souper, ce soir!

Ragot ramena son invité, sur les sept heures du soir, et l'abbé Liétard s'assit à la table de famille, à la droite de Félicie. Le grand "convertisseur" ne paraissait aucunement se douter de ce qu'il mangeait. Il appartenait à cette catégorie d'intellectuels, très rares, il faut bien en convenir, pour lesquels l'obligation de se sustenter n'est qu'une nécessité importune de l'existence. Penser, exprimer sa pensée, c'était là toute la vie de cet apôtre.

Et il ne se fit pas faute d'exposer à Ragot, devant Germaine, toute sa théorie sur le rôle social du médecin. Comme il voyait de haut, et de loin! L'étudiante songeait involontairement à l'aigle qui, dans son vol plané, embrasse une si grande étendue d'espace et domine de si haut les mesquines manœuvres des pauvres humains. Elle écoutait la parole du prêtre, et faisait silencieusement son profit de cette doctrine forte et sûre.

Ragot donnait brillamment la réplique à son hôte. Il exultait, au fond, d'entendre si bien commenter ses propres principes. Mais il ne se fût pas reconnu lui-même, s'il n'avait point, par-ci, par-là, opposé à son interlocuteur quelque contradiction abracadabrante.

Mais le souper fini, et tandis que l'on prenait le café dans le cabinet du docteur, ce fut à l'étudiante que s'adressa directement l'abbé Liétard.

—Et vous, Mademoiselle, demanda-t-il soudainement, que pensez-vous de votre profession?

—Monsieur l'abbé, répliqua-t-elle, si vous m'aviez fait cette question il y a trois mois, je vous aurais répondu, sans nul doute : Monsieur, je suis pauvre, et j'ai ma fortune à faire ; je suis dévorée d'ambition, et je veux laisser loin derrière moi toutes mes rivales... Aujourd'hui, je pense autrement. Le Bon Dieu mène et ramène les gens comme Il lui plaît. Moi, la vérité m'est apparue à la lueur des explosifs et dans l'éclair d'un poignard. Fugitive et vaincue, laissée pour morte, c'est dans les bras d'une Sœur de charité qu'il m'a été donné de renaître à une vie nouvelle. Puis-je faire autre chose que de consacrer cette vie à l'exercice de la charité même, sous l'une de ses formes les plus intelligentes et les plus nobles ?

—Très bien ! cria Ragot.

—Oui, très bien, reprit gravement le prêtre, à condition, toutefois, que vous fassiez remonter la source de cette charité jusqu'à Dieu. Prenez garde ! On verse volontiers, de nos jours, dans l'altruisme et la philanthropie, vains et faux simulacres de la charité chrétienne. Et ces contrefaçons de vertus, si j'ose m'exprimer ainsi, ne sont pas assez bon teint pour résister aux grands orages de l'existence. Tâchez de ne pas en faire l'expérience à vos dépens. Et puis de quoi ces vertus frelatées et stériles vous serviraient-elles, au jour de votre mort ? Croyez-vous qu'elles pèseraient lourd, pour contrebalancer vos péchés, dans les plateaux de la Justice éternelle ?

Et, comme l'étudiante se taisait, troublée de cette apostrophe, le "convertisseur" ajouta plus doucement, et avec un singulier scurire :

—C'est à l'œuvre qu'on reconnaît l'ouvrier. Vos actes, mon enfant, nous démontreront peut-être mieux que vos paroles votre façon d'entendre et de pratiquer la charité.

Cette conversation laissa Germaine assez perplexe durant quelques jours. Elle n'osait pas s'ouvrir à Ragot, et ne trouvait pas d'écho assez vibrant chez Félicie. Ah ! si elle avait eu Sœur Marthe ! mais elle ne l'avait plus à sa disposition, pour résoudre victorieusement toutes ces difficultés.

De Sœur Marthe, sa pensée revint naturellement à la bonne vieille Mme Sonnoy, et, de cette excellente femme, à son petits-fils.

Germaine Maulain n'avait pas revu le jeune homme depuis la nuit tragique de l'attentat. Elle sortait moins que jamais

maintenant, et seulement pour se rendre à la clinique, ou bien à l'hôpital, deux endroits où elle n'avait vraisemblablement aucune chance de rencontrer le chef d'usine. Elle aurait aimé le revoir. L'impression qu'il avait faite sur elle semblait s'accroître, à mesure qu'elle comprenait mieux le beau caractère de ce grand chrétien. Pourtant, s'avouait-elle, rougissante, peut-être valait-il mieux pour elle ne jamais revoir Jacques Sonnoy. L'héroïque mouvement de charité qui avait incliné un moment le jeune homme vers la malheureuse fille n'empêchait pas un abîme d'exister entre eux. Et, d'ailleurs, dans la mémoire du puissant industriel, le souvenir de la sœur de l'anarchiste ne devait-il pas déjà s'éteindre dans les brumes confuses d'un hideux cauchemar?

### XIII

Cependant, l'Œuvre de la Presse prenait une extension merveilleuse, sous l'énergique impulsion de Jacques Sonnoy.

D'autre part, un groupe de jeunes, plein d'ardeur belliqueuse, rédigeait une petite revue locale, hebdomadaire et satirique, à images coloriées, si spirituellement amusante qu'elle menaçait de ruiner les ignobles publications du même format, si répandues naguère, partout, dans la ville. L'*Oiseau moqueur* avait pris un essor qui ne devait plus se ralentir; car le peuple est un grand enfant, toujours prêt à se tourner vers ceux qui le divertissent le plus.

Mais la création sensationnelle de Jacques Sonnoy était, sans conteste, le nouveau quotidien spécial de Blanche-Croix, qu'il avait intitulé, sans vergogne: le *Réveil des Croyants*. Le jeu de mots plaisait aux basses classes, et les basses classes formaient bien les trois quarts de la population de la ville. Ce quotidien, d'assez petit format, mais proprement et nettement imprimé, avait pris sa place à tous les foyers pauvres, avec une promptitude qui tenait véritablement du prodige. D'abord, il ne coûtait rien ou presque rien, et c'était aux yeux de beaucoup de prolétaires, sa principale vertu. Et puis, c'était un journal social, uniquement occupé du bien-être moral ou matériel des travailleurs, et relatant toutes les heureuses innovations de l'étranger, aussi bien que les efforts persévérants des catholiques de France. Enfin, il offrait à ses abonnés une foule d'avantages fort appréciables, entre autres une remise chez tous les pharmaciens de la ville.

A vrai dire, le nombre de ces abonnés était encore assez res-

treint, mais déjà beaucoup de ménagères insinuaient à leurs maris qu'un abonnement au *Réveil des Croyants* serait une grande économie pour la famille. Et l'idée faisait son chemin.

Quant à la vente au numéro, devant les portes des usines, elle dépassait de beaucoup les prévisions de Jacques Sonnoy et de ses amis. Les vendeurs, jeunes et intelligents, et groupés en une sorte de confrérie, avaient ordre de noter exactement ceux des ouvriers qui s'abstenaient systématiquement d'acheter le journal. Comme ces vendeurs gardaient toujours les mêmes portes, la chose ne leur était pas difficile. Les réfractaires une fois connus, on s'arrangeait pour qu'ils trouvassent le journal glissé sous leur porte, au retour de l'atelier.

Quoi qu'il en fût, l'apparition triomphante du *Réveil des Croyants* donna le coup de grâce au triste *Réveil des Parias* qui végétait si misérablement dans la fange. La feuille ordurière ne se vendit plus. Les deux ou trois bohèmes qui composaient sa rédaction démissionnèrent l'un après l'autre, n'étant plus payés. Un beau jour, le notaire véreux, administrateur du journal, disparut en emportant ce qui restait de la caisse, pour ne pas se perdre l'habitude, sans doute ; et le banqueroutier, qui se paraît du titre de "directeur politique", demeura seul en face des créanciers furieux.

Tout fut saisi et vendu au *Réveil des Parias*, tout, ce qui n'était pas grand'chose : une vieille presse détraquée, quelques piles de papier vierges encore, d'autres piles de papier noirci, de mauvaises tables communes, des chaises, des bancs, le plus piètre enfin des matériels d'imprimerie.

Le banqueroutier, grinçant des dents, assistait à la disparition de ces piteuses épaves. La dernière voiture à bras emportait les derniers débris du désastre. Il ne restait, dans la salle de rédaction, que des toiles d'araignée, des brins de paille, des bouts de papiers déchirés, et les plaques de boue laissées par les pieds crottés des marchands de bric à brac. Déjà s'allumaient les becs de gaz de la rue. Le banqueroutier vit qu'il n'avait plus rien à faire là et, relevant le collet de son méchant pardessus, il se dirigeait vers la porte, quand il aperçut un homme arrêté dans la cour et regardant, à travers les vitres malpropres, la dévastation de la boutique vide.

Affamé et furibond qu'il était, le banqueroutier cria rudement à cet homme :

—Qu'est-ce que vous faites là, vous? Il n'y a plus rien à prendre! Fichez-moi le camp!

Sans répondre, l'autre ricana insolemment.

Le banqueroutier recula, saisi. Quelque chose, dans le ricanement de l'inconnu, lui rappelait un ancien complice de ses basses œuvres. Pourtant, le complice portait une longue barbe et des cheveux plats et jaunes, et celui ci, rasé, exhibait une chevelure noire et touffue. Mais l'hésitation du banqueroutier ne dura pas. Un seul homme au monde pouvait avoir ces yeux fourbes et verdâtres, aux lueurs phosphorescentes.

—Fédor Basilikoff!

Au cri du banqueroutier, l'homme à la chevelure noire se jeta sur lui et le saisit rudement au collet:

—Tais-toi, misérable, ou je t'étrangle!

Se calmant aussitôt, le banqueroutier reprit plus bas, et d'une voix qui tremblait:

—Pourquoi reviens-tu ici? Qu'est-ce que tu veux?

—Ma paye du dernier mois!

—Ta paye, malheureux! Ne vois-tu pas que je suis ruiné à fond!

Le forçat haussa les épaules:

—A d'autres, mon cher! Et l'argent des meubles?

—Puisqu'il a été saisi par l'huissier! répliqua le "directeur politique", gagné de nouveau par la colère.

—Voyons, dit Fédor, il te reste bien un louis, pour le partager avec moi?

En même temps, il tendait la main pour recevoir sa part.

Le banqueroutier lui jeta une pièce de quarante sous.

—Tiens! s'écria-t-il, emporte ça et va-t'en, c'est tout ce que je puis faire.

Avec un horrible juron, Fédor se jeta de nouveau sur lui. Mais le banqueroutier était préparé à l'attaque, et il se défendit avec la rage du désespoir.

Dans cette petite cour, comme dans presque toutes celles des maisons populeuses de Blanche-Croix, il y avait une trappe de cave, et cette trappe était ouverte. Au cours de la lutte, le pied de Basilikoff glissa sur le pavé humide et il perdit l'équilibre: le banqueroutier profita du mouvement, saisit son adversaire à bras-le-corps et le lança violemment dans la cave. Puis, il referma la trappe, gagna la rue et s'en alla.

Sur ces entrefaites, l'une des meilleures infirmières de

l'hôpital étant tombée malade, l'idée vint au médecin-chef de demander Germaine Maulain pour la remplacer provisoirement. Le docteur Wavrin n'était pas fâché de l'occasion : l'étudiante l'intéressait. Tout ce qu'on lui avait rapporté de sa conduite, depuis son retour à Blanche-Croix, lui donnait le désir de la mieux connaître, et de la juger à l'œuvre de ses propres yeux. Autre chose est de voir une personne exécuter un pansement par-ci par-là, ou de la suivre nuit et jour, dans les soins assidus et patients qu'elle doit donner aux malades. Wavrin pria donc son ami Ragot de lui céder, pour une quinzaine "Mlle Jeumont", et Mlle Jeumont partit conséquemment pour l'hôpital avec armes et bagages.

Tout de suite, le médecin-chef se montra enchanté de la jeune fille. Non seulement son intelligence et son adresse la mettaient hors de pair, mais encore et surtout, le charme et la grâce de sa personne la rendaient inappréciable pour les malheureux dont elle était chargée d'adoucir les souffrances. Cela, c'était nouveau chez elle, et Wavrin ne put s'empêcher de lui en faire compliment.

Elle répondit avec un sourire :

—C'est Sœur Marthe, à Saint-Jude, qui m'a donné l'exemple.

—Ah ! c'est Sœur Marthe ! s'écria le médecin-chef, je comprends alors pourquoi vous tenez plus des religieuses hospitalières que des infirmières laïques !

Germaine rougit et détourna les yeux. Cette réflexion la troublait.

Comme elle sortait à peine de convalescence, et par égard pour Ragot qui l'avait *prêtée* obligeamment à ses confrères, on n'avait pas voulu exposer "Mlle Jeumont" aux risques d'une contagion quelconque. Elle était employée au service des blessés, toujours si nombreux dans les villes manufacturières.

Elle rentrait de souper, un soir, quand le chef particulier de son service, qui se trouvait être le docteur Bruay—celui-là même qui avait assisté son frère agonisant—l'appela pour lui dire qu'on venait d'apporter un homme en péril de mort, qu'on allait le trépaner immédiatement, et qu'elle eût à préparer le nécessaire dans la salle d'opération. Elle obéit sans réplique, trop accoutumée aux pires accidents pour s'en émouvoir, hélas ! Mais, sans qu'elle demandât rien, l'interne la renseigna.

L'homme en question avait été trouvé dans une cave, le crâne fendu sur les marches de pierre. On ne le connaissait pas, dans la maison. Nul ne pouvait dire s'il était tombé là par mégarde, ou s'il avait tenté de se tuer. C'était un cas curieux. Peut-être un mystère étrange se cachait-il là-dessous. Une enquête était menée activement par la police.

Germaine écoutait distraitement ce bavardage. Elle apprêtait le sinistre matériel des chirurgiens avec la propreté et l'ordre qui l'avaient toujours caractérisée. Dans la pièce haute et ripolinée de couleur claire, une lumière aveuglante tombait des ampoules électriques. Wavrin entra, retrouvant ses manches et causant avec Bruay. Dehors, on entendit le pas cadencé des porteurs, amenant le blessé comateux sur une civière. Il y eut un léger brouhaha. On installa l'homme sur l'étroite couchette.

Wavrin se pencha vers la forme inanimée et dit :

—C'est par acquit de conscience que je vais tenter l'opération !

Et, cherchant un outil quelconque, il appela :

—Mademoiselle Jeumont !

Germaine s'avança aussitôt. Mais, alors, une chose extraordinaire se produisit. Dès qu'elle aperçut le visage de l'homme, visage hideux, d'ailleurs, elle poussa un cri terrible et se rejeta en arrière en répétant :

—Non, non, je ne peux pas ! je ne peux pas l'approcher, c'est plus fort que moi !

Wavrin, consterné, la regardait.

—Mademoiselle Jeumont, dit-il sévèrement, que signifie cette scène ?

Elle cria, hors d'elle-même :

—Mais ne savez-vous donc pas ? Mais ne comprenez-vous donc rien ? C'est lui qui m'a poignardée ! lui qui a perdu mon frère, lui qui a fabriqué la bombe et comploté l'attentat !

—Fédor Basilikoff ! s'écria Wavrin, au comble de la surprise.

—Et vous voudriez que je vous aide à sauver mon bourreau ! répliqua-t-elle passionnément. Non, non, je ne le peux pas, c'est impossible !

Un murmure s'éleva. Les internes répétèrent :

—C'est impossible, c'est trop lui demander ; qu'elle s'en aille.

Alors Bruay, saisissant l'étudiante par le bras, lui demanda brusquement :



—Etes-vous chrétienne, oui ou non ?

Elle le regarda, épouvantée. Une angoisse inexprimable décomposa ses traits. Puis, tout à coup, elle se calma et répondit résolument :

—Je suis chrétienne !

Bruay, la lâchant aussitôt, lui dit :

—En ce cas, vous savez ce que vous avez à faire : aidez-nous !

Sans protester, elle obéit.

Mais, au milieu de l'opération, Wavrin s'arrêta en déclarant :

—Le patient est mort !

Germaine, défaillante, s'appuya contre le mur.

Bruay se rapprocha d'elle et lui dit à voix basse :

—Sortez maintenant, c'est assez comme ça.

Elle se dirigea lentement vers la porte et s'aperçut alors qu'elle était restée ouverte, par oubli, sans doute et qu'un homme, debout sur le seuil, regardait dans la salle. Germaine Maulain crut rêver. Cet homme, c'était Jacques Sannoy. Quand elle approcha, il lui sourit. Oh ! que son sourire était bon !

Elle dit, palpitante :

—Comment êtes-vous là ?

—C'est bien simple, répondit-il. Ces messieurs de la police ont enfin identifié le misérable qui vient d'expirer là. et ils m'ont immédiatement averti de leur découverte sensationnelle. Prévoyant ce qui pourrait arriver, je me suis précipité à l'hôpital pour prévenir les médecins à mon tour. Trop tard ! humainement parlant. Mais, ajouta-t-il d'un ton plus grave, tout ce que le Bon Dieu fait est bien fait. Et je le remercie, pour ma part, de m'avoir permis d'assister à votre profession de foi, Mademoiselle Germaine !

Elle rougit violemment :

—Monsieur, répondit-elle, si je me suis souvenue à temps que j'étais chrétienne, c'est à vous que je le dois, et à votre chère sœur Marthe, et à votre sainte grand'mère.

Mais, les médecins survenant, elle salua et disparut.

Wavrin, le lendemain, alla trouver Ragot chez lui et lui raconta l'aventure.

D'abord, la joie d'apprendre la fin du nihiliste prima tout sentiment chez le bienfaiteur de Mlle Jeumont. Mais quand son confrère lui eut bien exposé la scène émouvante, si heu-

reusement terminée par Bruay. l'agitation de l'excellent homme ne connut plus de bornes. Jamais toupet ne fut plus ravagé ni sourcils froncés plus féroce, ni traits grimaçants plus contorsionnés par plus violentes émotions.

—Ça ne m'étonne pas, criait-il, c'est bien d'elle ! Oh ! la grande sotte ! Il n'y a qu'une chose qui m'étonne, c'est qu'elle ne se soit pas évanouie sur place ! C'eût été complet alors ! Quelles stupides marionnettes que les femmes !

Wavrin laissa passer la bourrasque, et dit sentencieusement à la fin :

—Cette arrivée inattendue de Jacques Sannoy m'a frappé. Il venait positivement pour empêcher la catastrophe de se produire. J'ai lieu de croire qu'il en tient pour votre pupille, mon cher !

—Hein ? Quoi ? Qu'est-ce que vous dites ? Jacques Sannoy ? ma pupille ?

—Parfaitement ! répliqua Wavrin, avec le plus grand calme.

Ragot, ne pouvant pas se démener davantage, déchargea toute sa nervosité sur le feu qu'il se mit à tisonner furieusement, avec des grognements.

—Hum ! hum ! la jeunesse, pas de raison pour un sou ! Est-ce que je me suis marié, moi ?

—Non, répondit Wavrin en souriant, mais cela ne vous empêche pas d'avoir une fille à marier, et quelle fille !

Cinq ou six jours après, l'étudiante, ayant terminé son stage à l'hôpital, rentra chez le docteur Ragot. Félicie la trouva pâle, et en accusa le mauvais régime de l'administration. Mais la jeune fille déclara qu'elle ne s'était jamais mieux portée, quoiqu'elle fût visiblement des plus nerveuses.

Ragot ne dit rien. Seulement, le samedi suivant, il annonça que Mme Sannoy, désirant voir Germaine le lendemain, il avait l'intention de l'accompagner lui-même.

L'idée vint immédiatement à l'étudiante que le jeune chef d'usine pouvait être chez sa grand'mère, puisque c'était dimanche et jour de repos. Elle ne voulait pas s'arrêter à cette idée. Elle aurait souhaité pouvoir endormir sa pensée totalement.

Jacques Sannois était chez sa grand'mère. Il reçut très naturellement le docteur et sa pupille. On se mit à parler d'œuvres sociales, sujet habituel d'entretien dans la maison. Ragot félicita le jeune homme du succès prodigieux de son

Œuvre de la Presse. Il s'extasia particulièrement sur l'*Oiseau moqueur* qui le divertissait, disait-il, et faisait le bonheur de ses "trois femmes".

—La bonne presse est le contrepoison de la mauvaise et, comme telle, il devenait indispensable de l'appliquer à notre pauvre ville.

—Je ne trouve pas qu'elle soit si pauvre, s'écria Ragot, notre chère ville de Blanche-Croix ! Elle me paraît même particulièrement bien dotée : crèches, asiles, écoles, patronages, bibliothèques, hospices, théâtres et cercles, rien n'y manque ; j'en oublie, et des meilleurs !

—Je vous demande pardon, répondit Jacques. Il y a une chose qui manque aux familles ouvrières, et qui ne laisse pas que de me préoccuper souvent : je veux parler des soins à domicile pour les jeunes femmes et les enfants. Ce service-là n'existe pas encore, et je rêve de l'établir. Mais il n'est malheureusement pas de ma compétence, et il me faudrait, pour cela, une personne sûre, intelligente et dévouée.

Un silence tomba. Germaine s'imagina que le jeune homme la regardait et se sentit rougir.

Le docteur Ragot toussa et s'agita sur sa chaise.

La vieille Mme Sannoy dit, de sa voix cristalline, un peu chevrotante :

—Mademoiselle Germaine, quand elle aura obtenu ses diplômes, remplira toutes les conditions requises.

—Moi, Madame ! s'écria l'étudiante, moi ! vous me jugeriez digne d'une pareille mission, après ce que vous connaissez de moi et des miens !

Ce fut le chef d'usine qui lui répondit :

—Laissons les vôtres, si vous le voulez bien, quoique votre père fût camarade de promotion de mon père, et parfaitement honorable, et de très bonne famille. Mais c'est de vous personnellement qu'il s'agit ici, Mademoiselle Germaine —Oui, je souhaite, nous souhaitons tous que vous deveniez ma collaboratrice, mon aide et mon soutien dans l'œuvre de régénération sociale que j'ai entreprise pour l'amour de Dieu Répondez ! acceptez-vous ?

Elle se couvrit la figure de ses mains.

—Jacques, dit doucement l'aïeule, Jacques, mon enfant, tu t'expliques mal. Dis-lui bien que je la veux pour fille, qu'elle portera notre nom, et que je ne prétends pas mourir avant d'avoir embrassé mes arrière-petits-enfants.

Et comme Germaine, confondue, se laissait glisser à genoux aux pieds de la vieille dame, Ragot se mit à crier :

—J'accepte pour elle, puisqu'elle est mon enfant d'adoption ; mais à la condition formelle qu'elle continuera de travailler sous ma coupe et sous mon toit jusqu'à l'obtention de sa licence, car j'entends qu'elle soit digne en tous points du rôle admirable que votre générosité lui destine !

Mais Jacques Sannoy fit relever la jeune fille :

—C'est de votre bouche, dit-il, que je veux votre consentement. D'autres chefs d'usine peuvent offrir à leur femme de partager leurs plaisirs et leurs gains ; moi, non. Les plaisirs je ne les connais pas ; les gains, je les donne aux pauvres, et je n'ai à offrir à ma femme que le partage de mes peines et de ma lutte à outrance.

Germaine répondit, tremblante d'émotion :

—N'est-ce pas trop beau pour moi, et comment me sera-t-il possible de vous prouver ma gratitude ?

Ne parlons pas de gratitude entre nous, dit gravement Jacques Sannoy. Si vous m'aimez un jour comme je vous aime, vous me prouverez votre amour en consacrant votre vie entière à la bonne cause. Votre infortuné frère a sacrifié la sienne aux utopies les plus funestes à la sombre hantise du grand soir s'étendant sur la terre dévastée et sanglante. Nous, époux chrétiens, nous travaillerons de toutes nos forces et nous prierons de tout notre cœur pour que le Bon Dieu daigne faire luire sur notre pauvre pays l'Aube nouvelle de la liberté, de la concorde et de la paix !

FIN

